

Périodique trimestriel du CESEP ASBL
Septembre | octobre | novembre 2012

n° 91

Centre Socialiste d'Education Permanente ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.

rue de Charleroi, 47 1400 Nivelles - tél. : 067/219 468 - 067/890 866 - Fax : 067/210 097
Courriel : secouezvouslesidees@cesep.be www.cesep.be

Belgique — België
P.P.
Bureau de dépôt
1099 - Bruxelles X
6/934

P701314

secouez-vous les idées

Dans ce numéro n° 91

La stratégie du " gros mot " ou comment répondre à la question "Qui fait de l'idéologie ? "

Lorsque l'on rencontre les partisans du libéralisme économique et que la discussion s'engage, pas question de remettre en avant des concepts comme lutte des classes, rapport de force ou inégalités sociales. Mais il y a un gros mot, honni par-dessus tous les autres, qu'il suffit de prononcer pour réduire à néant les arguments des partisans de la réduction des inégalités : " Vous faites de l'idéologie... "

Par Anne-Marie ROBERT

L'accompagnement du projet " Ambassadeur " de l'ASBL Article 27

Récit d'une démarche particulière de formation en Education permanente. Par Cécile PAUL et Dominique GODET

Accompagner des projets dans le secteur de l'Education permanente. Une démarche complexe, un métier spécifique. Analyse d'une pratique de formation en éducation permanente : L'accompagnement de projets, enjeux et spécificités. Par l'équipe du CFCC

Parcours de formateur : Martine Collin " Oui, c'est politique et ce mot ne me fait pas peur ! ". Par Nathalie VANDENBERK et Claire FREDERIC

Articulations n°50 : De la fonction sociale de la culture et des médias.

Ils sont artistes et/ou demandeurs d'emploi, salariés socioculturels et/ou travailleurs sociaux, sans papier et/ou militant. Dès qu'on leur donne une plume ou une caméra, ils parlent d'amour, de reconnaissance, de relations, de confiance, de réseaux, d'action, de vie. Avec d'autres mots, d'autres voix et d'autres images, ils font de l'art, de la culture, du social et de la politique.

Par Jean-Luc MANISE

Agenda des formations



Edito

Madames, Messieurs les réfugiés fiscaux,

Pour cet édito, j'avais l'embarras du choix. Ce n'était pas vacances pour tout le monde. La Grèce passe ses météores par dessus bord pour ne pas sombrer. Des taux d'intérêts indécents embrasent l'Espagne et le Portugal. La police massacre les grévistes d'Afrique du Sud comme aux grandes heures du 19ème. La Syrie est une tour noire sur l'échiquier international et ses habitants n'ont qu'à assumer, non mais sans blague. La France mettrait bien tous ses Roms sur CD pour qu'ils prennent moins de place. Des américains considèrent qu'une femme victime " d'un vrai viol " ne sera pas enceinte (par contre, avec un faux, attention les filles, on ne sait jamais !). Les cuves des réacteurs de nos centrales sont des " passettes " potentielles mais on va voir si on ne peut pas continuer à les utiliser. Quarante-trois % des lycéens suédois pensent que la leucémie est contagieuse : moi qui pensait que les nordiques avaient la sagesse dans le sang, tout s'écroule ! Michèle Martin divise la Belgique en deux, Michel et Guy ont eu la mauvaise idée de prendre un peu de hauteur dans ce monde de zinzins et Neil Armstrong est retourné " dans la lune " pour toujours. Franchement, vous me direz, j'avais du grain à moudre. Et puis, un ami sur Facebook a diffusé un article du Magazine " Challenges " daté du 12 juillet 2012 intitulé " Pourquoi l'exil fiscal est une souffrance ? " J'y ai découvert à quel point votre intégration dans les pays d'accueil est difficile. J'adore ! Vous ne pouvez pas imaginer combien cela me fait plaisir de voir qu'il n'y a pas que les pauvres bougres immigrés de la misère du monde qui s'intègrent difficilement. Faites gaffe si vous venez en Belgique, cet attrayant pays, neuvième paradis fiscal au monde, a aussi son centre 127 bis !

Mesdames, Messieurs les réfugiés fiscaux, je rigole mais très franchement, je ne vous aime pas.

Vous faites partie de ces bénéficiaires de hauts revenus, en général les 5 % les plus riches de vos pays. Rien ne justifie de tels revenus et encore moins de ne pas payer d'impôts.

Individuellement, les hauts revenus sont indéfendables. Je vous entends déjà parler de votre mérite. Fadaise ! En France, et j'en

vois quelques-uns qui sont concernés, les revenus des 10 % les plus riches ont augmenté de 11 % entre 2004 et 2007 contre 9 % pour les 90 % restants. Mieux encore : pour les 1 % les plus riches, l'accroissement est de 16 % et de... 40 % pour les 0.01 % les plus riches. Si je vous suis dans votre idée du mérite, cela signifierait donc qu'au plus les gens sont riches en 2004, au plus leur mérite s'accroît entre 2004 et 2007 ! J'ajouterais que vous êtes nombreux à avoir bénéficié d'héritages qui vous permettent aujourd'hui de jouir de substantiels revenus de placements, tant mobiliers qu'immobiliers. Je n'ai jamais vu en quoi un héritage était dû au mérite.

Macroéconomiquement, les hauts revenus n'ont aucune utilité. Si l'on considère la croissance comme un indicateur de santé économique, la concentration de richesses dans les mains d'un petit nombre est contre productif. En effet, selon l'idée keynésienne de " la propension marginale à consommer " qui se vérifie encore aujourd'hui, au plus vous gagnez, au moins vous consommez en part relative. Je m'explique : si je gagne 1.000 €, je suis obligé de les dépenser, 2.000 € je peux commencer à épargner, par exemple 2 %, si j'en gagne 3.000 € ; 4 % et ainsi de suite. Vous comprendrez aisément que vos revenus soutiendraient nettement la croissance s'ils étaient mieux répartis. Vous êtes également responsables de l'endettement des états. En fuyant vers des paradis fiscaux, vous appauvrissez votre état d'origine et accroissez sa dette publique. Là, cependant, vous faites, pour certains du moins, un joli calcul microéconomique. En effet, vous êtes détenteurs de créances envers les états. En accroissant leur dette publique, vous faites monter les taux d'intérêts. Vous prêtez donc à des états que vous avez décidé de lâcher et vous demandez aux habitants qui sont restés de vous rembourser cher et vilain. C'est un beau coup de filou mais moralement c'est dur à défendre.

Moralement toujours, je vous rappelle que vous avez vous-mêmes bénéficié des services de l'Etat jusqu'à votre départ. Ecole, sécurité sociale, infrastructures, vous, ou vos parents, en ont eu bien besoin pour faire leur nid douillet.

S O M B E R T

Edito [2]

par Eric VERMEERSCH

Balises [4-7]

La stratégie du "gros mot"

par Anne-Marie ROBERT

Banderilles [8-11]

Accompagnement du projet Ambassadeur de l'ASBL Article 27

par Cécile PAUL et Dominique GODET

Accompagner des projets dans le secteur de l'éducation permanente

par l'équipe du CFCC

Articulations n°49 [12-20]

De la fonction sociale de la culture et des médias

par Jean-Luc MANISE

Parcours du formateur [21-23]

Martine COLLIN

par Nathalie VANDENBERK et Claire FREDERIC

Ailleurs [23]

par Daniel ADAM

Agenda des formations [1-16]

A l'action culturelle

Monde associatif - Tout public

Actions, projets et coordination

Nouvelles technologies :

Logiciels libres

Sous windows

Demandeurs d'emploi

Bulletin d'inscription [12]

Socialement, vous êtes irresponsables. L'accroissement de votre richesse a pour corollaire une nette augmentation des inégalités sociales, cela se vérifie partout. Je citerai ici John Rawls, un philosophe américain. Dans sa théorie de la justice, il dit ceci : " Les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire à deux conditions : elles doivent d'abord être attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions de juste égalité des chances et elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société".

C'est à vous que les inégalités procurent le plus grand bénéfice. En éludant l'impôt et en refusant une plus grande progressivité de ce dernier, avec des taux marginaux élevés pour les revenus tels que les vôtres, vous empêchez une redistribution des revenus qui contrebalançait partiellement l'écart croissant qu'il y a entre vos revenus et ceux du commun des mortels. Vous concourrez par là à appauvrir la société dans son ensemble avec toutes les répercussions néfastes connues : sociales, sanitaires, culturelles, écologiques et j'en passe. Enfin, vous contribuez fortement à cette manie qui consiste à dénigrer la fiscalité. En fuyant vers des états à bas prix, vous forcez votre pays d'origine à éléver les taux marginaux sur les tranches inférieures. Ainsi, en Belgique, nous sommes nombreux à être taxés au taux marginal de 50 %, même dans l'associatif ou dans le public, c'est vous dire ! Vous imaginez bien que cela ne fait pas plaisir quand on a encore parfois des difficultés à nouer les deux bouts et pour beaucoup, le responsable, c'est l'Etat alors que le responsable, c'est vous.

Madames, Messieurs les réfugiés fiscaux, vous avez tout faux. Je ne vous souhaite rien de bon.

Eric VERMEERSCH
août 2012

Portefeuille de lecture :

- " Impôts, pourquoi les riches doivent payer plus ", Alternatives Economiques n° 284. Octobre 2009
- " Pourquoi les riches doivent gagner moins ? " Alternatives Economiques n° 291. Mai 2010
- " Dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains " Dicothèque Foucher. Paris, 1999.
http://fr.wikipedia.org/wiki/John_Rawls

4 balises

Explorer, anticiper, comprendre, tels des baliseurs, nous posons des repères sur lesquels les professionnels peuvent prendre appui pour construire, conduire leurs actions, exercer leurs métiers.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

" De quoi les crises sont-elles le nom ? "

Comment se fait-il que la première crise boursière du monde moderne (1847-48) ait provoqué des révoltes dans tous les pays d'Europe (à l'exception des royaumes belge et britannique) et que la dernière crise boursière (2008), plus grave, n'ait soulevé qu'une discrète indignation ? Telle était notre question de départ du dossier articulations n°43 " Solitaires ou solidaires " réalisé par Gérard de Sélys.

Nous avons poursuivi notre réflexion en proposant un stage cet été car pas un jour ne se passe sans que ce mot ne soit au devant de l'actualité. On parle de crise économique, financière, écologique, urbaine, politique, de nécessaire austérité, etc.

Comment comprendre les situations qui se cachent derrière ces expressions ? Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les issues possibles ? Car n'en déplaisent aux tenants de la pensée unique, chaque question appelle plusieurs réponses et plusieurs

interventions possibles. Quels sont les intérêts en présence qui travaillent pour la régression sociale ou pour l'amélioration des conditions de vie ? Quelles perspectives se dégagent de la dynamique du système capitaliste dont " la crise " n'est qu'un épisode phare ? Quels acteurs peuvent porter des pratiques alternatives ? Telles étaient les questions qui ont traversé nos débats. Nous persistons en ouvrant cette rubrique au CEPAG¹, notre partenaire dans cette réflexion. Nous vous invitons par ailleurs à relire " Utopie et rationalité " écrit par Francis Martens. Ce dernier nous rappelait que " Liberté, égalité, solidarité, ne sont pas de vains mots. Ils constituent néanmoins un trésor fragile. Le pire serait de les dégrader en slogans (c'est-à-dire en étouffe-pensée). Il faut donc se faire les inlassables théoriciens de la liberté, de l'égalité, de la solidarité, pour donner à nos engagements plus qu'un fondement passionnel ".

1. Le Cepag est un mouvement d'éducation permanente reconnu dans le cadre du Décret 2003 de la Fédération Wallonie-Bruxelles <http://www.cepag.be/cepag>

La stratégie du " gros mot " ou comment répondre à la question : " Qui fait de l'idéologie ? "

par Anne-Marie ROBERT - Avril 2011

" Le XXème siècle a été le siècle de l'impôt sur le revenu. Je fais le pari que le XXIème siècle sera celui de l'impôt sur le capital " Thomas PIKETTY¹

Ce qu'on ne peut plus dire :

Lorsque l'on rencontre les partisans du libéralisme économique et que la discussion s'engage, pas question de remettre en avant des concepts comme :

- Lutte des classes - alors qu'on sait qu'elle n'a jamais été si prégnante. Ce sont les curseurs définissant les classes qui ont bougé, non le fait qu'elles existent et qu'elles sont bel et bien en lutte ;

- Rapport de force : " Mais enfin, de quoi parlez-vous ? Tout ceci est le résultat d'un malentendu. Communiquons davantage et le tour sera joué... "

- Inégalités sociales : " Elles ont toujours existé, sauf dans les régimes communistes. Vous voulez revenir à cet état ? On a vu ce que ça a donné... "

Et la liste pourrait s'allonger à l'infini...

Mais il y a un gros mot, honni par-dessus tous les autres, qu'il suffit de prononcer pour réduire à néant les arguments des partisans de la réduction des inégalités : Vous faites de l'idéologie...

Ce mot semble en effet, aux yeux de certains, symboliser tout ce qu'ils cherchent à dévaloriser par la dérision, en l'associant implicitement - ou non - à un certain folklore où ils voudraient pèle-mêle inclure l'Internationale, la momie de Vladimir Ilitch et le petit livre rouge de Mao Tsé Toung...

Si donc les partisans de la justice sociale font de l'idéologie, allons voir de quoi il s'agit réellement...

Comment définir le concept d'idéologie ?

Souvenons-nous de ce qu'en disait le philosophe Louis Althusser :

"Une idéologie est un système, possédant sa logique et sa rigueur propres de représentations (images, mythes, idées ou concepts) selon les cas doué d'une existence et d'un rôle historiques au sein d'une société donnée² ".

Quel est son principe moteur ?

" L'idéologie est le mode de pensée qui transforme des faits de culture en faits de nature³ ".

Donc, si l'on veut répondre à la question : " Qui, aujourd'hui, sur l'échiquier social, fait de l'idéologie ? ", nous devons répondre à l'interrogation suivante :

" Qui, aujourd'hui, sur l'échiquier social, transforme les faits de culture en faits de nature ? "

Une des premières à avoir pratiqué cette méthode est - de si-nistre mémoire - Margareth Thatcher, avec son acronyme désormais bien connu : TINA : There is no alternative.

S'il n'y a pas d'alternative, nous sommes donc en présence d'un phénomène dont les effets négatifs ressortissent de la fatalité, et non d'un choix délibéré de quelques-uns, au détriment d'une grande majorité de nos contemporains.

Ainsi du creusement des inégalités sociales, de l'écart gigantesque entre hauts et bas revenus, du basculement dans la pauvreté d'un pan toujours plus large de la société, du scandale permanent que constituent des fortunes individuelles dépassant le PIB de certains pays, et non des moindres...

Des économistes développent même assez cyniquement - mais les experts sont-ils cyniques ou tout simplement intoxiqués ? - la théorie que, à chaque étape de progrès, certains doivent en payer le prix. Pour eux, si ce phénomène est " inéluctable ", cela n'en constitue pas moins un progrès.

Ainsi développent-ils le raisonnement que chaque invention qui, à l'aune de l'histoire, a constitué un progrès considérable, a suscité la mise à l'écart d'une partie de la population et a provoqué en conséquence, colère et révolte des laissés - pour - compte.

Pour preuve, l'exemple souvent rappelé de l'inventeur de la machine à coudre subissant les foudres des artisans qui, en répression, détruisirent son atelier. Il est clair, poursuivent ces experts, que l'invention de la machine à coudre, rendant la confection plus rapide et moins chère, a constitué un progrès, même si les ouvriers qui n'ont pu se reconvertis sont tombés dans la misère...

On ne fait pas d'omelette sans casser d'oeufs, nous dit la sagesse populaire...

Fort bien, il faudrait donc admettre que notre société est en progrès, que la révolution technologique, bien sûr, laisse quelques-uns sur le bord du trottoir, mais que l'on n'y peut rien , que c'est " inéluctable " et que de toutes façons, les filets de sécurité, financés à grands coups d'impôts, sont là, dans une société avancée telle que la nôtre, pour diminuer les dégâts inévitables de tout progrès.

Où le bât blesse-t-il ?

C'est que, si l'on y réfléchit bien, on peine à voir où se situe le progrès social que constituaient ces avancées. Ou plutôt

- soyons honnêtes - ce progrès social existe bien : la richesse produite augmente constamment et la vie est plus facile matériellement aujourd'hui qu'il y a cinquante ans.

La différence, c'est que le prix à payer en contrepartie est proprement exorbitant : toujours plus de richesses pour quelques-uns ; de moins en moins de pouvoir d'achat pour tous les autres ; insatiabilité des actionnaires décendant de la politique des entreprises qui leur assurent un return énorme au prix de licenciements collectifs et de délocalisations; surexploitation des richesses naturelles, dégradation de la nature, malbouffe, pollution devenue ingérable...

" Ces acteurs privés appliquent en effet sans aucune vergogne, à une échelle tout à fait inédite dans l'histoire, le vieux précepte à la base du développement du capitalisme : socialiser les pertes et privatiser les profits. Pile je gagne ; face tu perds⁴ ".

A toutes ces misères et inégalités, à tous ces dysfonctionnements, à tous ces scandales - le mot n'est pas trop fort - il y a des solutions.

Des solutions qui seraient du côté de l'égalité sociale, du mieux-être pour tous et par conséquent, de la consolidation du vivre ensemble dont le délitement creuse de plus en plus le lit de l'extrême-droite au niveau politique, et alimente les formes de violence, sur le plan social.

Comment se fait-il alors qu'elles ne sont pas prises - ou pas suffisamment en tout cas - en compte ?

Tout simplement parce qu'on les rend inaudibles...

Par quels moyens ?

La palette de moyens mis en oeuvre est large : dévalorisation des propos ; ironie ; confinement dans l'idéalisme évidemment dépassé...

Le psychanalyste Christophe Dejours, dans son ouvrage : " Souffrance en France⁵ " explicite la démarche. Il rappelle ainsi que dans les sociétés totalitaires telles que nous les avons connues au milieu du siècle dernier et qui perdurent encore dans certaines régions du globe à l'heure actuelle, les personnes qui n'adhéraient pas au système dominant - fascisme, nazisme - étaient poursuivies, emprisonnées, torturées et mises à mort, dans le but de faire taire leur voix discordante.

A l'heure actuelle, le psychanalyste remarque que point n'est besoin d'aller si loin : il suffit de dévaloriser ou de nier le discours de ceux qui ont une autre parole que la pensée unique.

Ainsi, les économistes qui remettent en question la doxa actuelle ne sont ni poursuivis ni emprisonnés : ils sont simplement obligés de fonctionner en circuit fermé, en ne touchant que les convaincus. Les autres ne les entendent tout simplement pas.

Le fait que certains économistes soient considérés comme des

gourous et d'autres rendus inaudibles est en lien avec la supercherie qui entoure la conception même de l'économie : considérée comme une science à part entière, on lui a même conféré, pour plus de véracité, un pseudo " Prix Nobel ". Les " vrais " Prix Nobel sont décernés chaque année à des personnes " ayant apporté le plus grand bénéfice à l'humanité, par leurs inventions, découvertes et améliorations dans différents domaines de la connaissance, des savoirs et de la culture⁶ " dans cinq disciplines différentes : paix ou diplomatie, littérature, chimie, physiologie ou médecine et physique.

C'est la Banque de Suède qui a décidé d'octroyer un prix Nobel à l'économie, lui conférant de la sorte un statut scientifique - et non culturel - que son objet ne suppose pas.

Ce tour de passe-passe se justifierait encore à la marge si les résultats engrangés étaient positifs. On pourrait reprendre à notre compte - également à la marge - l'adage cynique du leader chinois Den Xiao Ping, pressé de conduire une partie de la population vers le socialisme de marché : " Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape des souris " ou encore, traduction occidentale : " La fin justifie les moyens ".

C'est ici que l'on peut également faire référence à la sagesse populaire animalière en avançant " qu'un chat n'y retrouverait pas ses jeunes ".

En effet, si " la fin justifie les moyens " : penchons-nous sur les caractéristiques de cette fin :

Qu'avons-nous vu au travers de la crise mondiale de 2008 ?

Les éminents spécialistes ont répété à l'envi qu'ils n'avaient rien vu venir parce que c'était impossible de prédire ce genre de crise.

Or, des voix s'élevaient depuis plusieurs années déjà, notamment aux Etats-Unis, pour crier casse-cou avec la politique des subprimes qui, comme on sait, fut le déclencheur de la crise. Si l'on se penche sur certaines publications d'avant la crise, on peut voir qu'elles décrivaient très précisément ce qui s'est produit. On n'en a tout simplement pas tenu compte...

Les grands managers eux non plus n'ont rien vu venir, sauf quand il a fallu quémander l'aide de l'Etat, quand la bise fut venue. On ne leur a cependant pas demandé ce qu'ils faisaient au temps chaud, car la réponse était évidente : ils engrangeaient de plantureux bénéfices, stock options et autres parachutes dorés.

Malheureusement, on ne leur demandera pas de danser pour se réchauffer, car ils n'en ont pas besoin : ils ont, sans coup férir et à la vitesse V, reconstitué leurs avoirs et privilégiés : aux grands managers les augmentations d'émoluments de 20 à 30 pour cent ; aux travailleurs l'austérité...

Comment expliquer que ces inégalités totalement injustes et injustifiées ne soulèvent pas davantage de révolte ? Comment

toute cette souffrance peut-elle perdurer sans grande lame de fond ? Alors que, contre toute logique et contre tout discours dominant interminablement ressassé, les résultats sont désastreux ?

Une des explications est précisément typique des effets secondaires du discours idéologique : à savoir que les moyens mis en oeuvre pour convaincre que des effets de culture, c'est-à-dire un résultat de décisions prises - qui pourraient par conséquent être d'un ordre différent - sont naturels et donc sans alternative possible, atteignent leur but .

Ainsi, après une crise de l'ampleur de celle que l'on a connue, il est considéré comme " naturel " qu'on doive imposer l'austérité pour redresser la situation.

Autre élément typique du discours idéologique : la personnalisation

Dans tous les médias, dans la bouche des commentateurs de la vie politique, et de nos responsables politiques, sans oublier bien sûr les experts, le concept de " marché " est doté d'une personnalité quasi indépendante, douée de sentiments et susceptible de mener des actions : à longueur de temps, nous entendons que : " le marché a réagi à telle ou telle nouvelle " ; que " le marché est frileux " ; que " le marché va réagir " ; que " le marché est mécontent " ; que " le marché n'aime pas l'incertitude (!) "...

Avec un tel discours sans cesse martelé, nous finissons par réellement croire à cette personnalisation, qui typiquement transforme un fait de culture : à savoir le rôle exagérément prépondérant d'un élément sur l'échiquier social, en fait de nature : l'existence d'une personne douée de caractéristiques dont il est obligatoire de tenir compte...

Et cependant, si l'on y réfléchit correctement, comment peut-on avaliser le fait que l'économie a cessé d'être au service des hommes pour au contraire asservir l'être humain ? Il y a là un renversement de la pyramide des valeurs qui n'a pu être avalisé que dans le cadre d'un discours idéologique. S'il y a bien un fait contre nature, c'est bien celui-là...

Le mythe et son héros

Si l'on s'en réfère au contenu de la définition d'Althusser, c'est au travers d'images, mythes, idées ou concepts que se construit le discours idéologique.

Le discours idéologique néolibéral a sans conteste son mythe : le règne de l'expertise ; et son héros : l'expert.

Le règne de l'expertise et l'expert

Entre en scène l'expert. Celui qui sait et qui va dire ce qu'il faut faire... avec la force de l'évidence. Ainsi l'expert - gestionnaire, non seulement met en place ou supervise les procédures selon les méthodes choisies (par qui ?) mais également procède à la validation des besoins. Et c'est ainsi que, de manière aussi faussement " évidente " que soft, les représentants du pouvoir politique, en déléguant l'analyse de la situation à l'expert, paient eux-mêmes pour se faire spolier de leur pouvoir de décision...

A l'heure actuelle, nous entendons le discours des experts, notamment relayé par les médias, chargé de faire entrer dans notre cerveau - et ceci après avoir formellement affirmé que le plus gros de la crise était derrière nous - que l'austérité devait absolument être instaurée, non pas du tout parce que les Etats se sont endettés pour renflouer les banques : Que non point que nenni, malheureux, vous n'avez rien compris... La situation " catastrophique " dans laquelle nous nous trouvons est due, selon eux, au fait que les Etats ont vécu " au-dessus de leurs moyens ". Ici, on vise bien sûr l' "Etat providence " et le coût bien sûr prohibitif à leurs yeux des services publics.

Si d'aventure un économiste développe un autre avis en rappelant fort justement que le B A B de l'économie est précisément qu'il ne faut pas confondre la gestion d'un Etat avec celui des ménages - comparaison sans cesse martelée par les partisans de l'austérité - il n'est tout simplement pas écouté...

Monsieur j'ai tout faux :

L'exemple hypertrophié est symbolisé par la personne d'Alain MINC, expert des experts, Conseiller entre autres de Nicolas Sarkozy, qui a son mot et son avis sur tout et ne se prive jamais de le faire savoir, jouissant par ailleurs d'un écho très important dans les médias. Chaque fois qu'Alain MINC tousse, le monde occidental en son entier se plaint de coryza...

Et cependant, une étude statistique effectuée par un hebdomadaire français a pu démontrer, preuves à l'appui, que ce monsieur avait toujours tout faux, et ce depuis des années... Mais cette démonstration argumentée n'a eu aucun effet, ce qui permet à Monsieur MINC de pontifier de plus belle, continuant à être considéré par une certaine intelligentia comme un gourou de la prédiction économique...

" La démonstration expérimentale impose sa " logique " de vérité à toutes les autres formes de savoir. L'expertise devient la référence majeure dans le processus de décision. Le pouvoir technocratique peut alors se développer : pouvoir du savoir mobilisé par des spécialistes qui imposent une modélisation du réel sous forme de tableaux de bord, d'indicateurs, de ratios, etc , autant de langages normatifs qui s'imposent aux acteurs de l'entreprise. L'expert règne alors en maître "7.

Un impact parmi d'autres : l'application des techniques managériales du privé au secteur public :

" La culture du résultat, présentée comme une nécessité pour recréabiliter l'action publique, risque d'entraîner l'effet inverse. Loin de produire un meilleur service public, elle transforme les usagers en clients, les agents en représentants de commerce et les institutions en entreprises. La performance n'est plus mesurée à l'aune de la qualité du service rendu pour tous, mais en fonction de son coût et de ses résultats financiers. Il existe un décalage massif entre la façon dont les performances sont évaluées par des outils conçus dans le secteur privé et la façon dont elles sont perçues par les agents ou les clients ".

On assiste ainsi à " une prescriptophrénie " galopante, maladie de la prescription qui consiste à traduire les compétences, les fonctions et les activités dans des grilles, afin de pouvoir contrôler le temps de travail sur un modèle néotaylorien de décomposition des tâches ".

" L'Etat doit être efficace, l'administration doit être performante, les fonctionnaires doivent intérioriser la culture managériale, les institutions doivent se rentabiliser, les coûts et les personnels, par définition pléthoriques et inefficaces, doivent être réduits, la culture du résultat doit se substituer à la culture des moyens ".

" La mise en oeuvre d'une rationalité dans la gestion des moyens occulte la discussion sur l'adaptation des institutions à leurs missions. On se préoccupe plus de gérer le trou de la Sécurité sociale que de préserver la protection sociale pour tous ; d'adapter les universités au besoin de l'économie que de favoriser la recherche fondamentale et l'accès du savoir au plus grand nombre ; de réduire le taux de délinquance plutôt que d'assurer la sécurité publique ; de diminuer les chiffres du chômage jusqu'à rayer des listes de demandeurs d'emploi sous tous les prétextes, plutôt que de proposer du travail à tous ceux qui en ont besoin. Les outils d'évaluation des politiques publiques, calqués sur la gestion privée, conduisent à la perte du sens du service public, et de la politique elle-même⁸ ".

Ainsi, les méthodes managériales chapeautées par le concept global de Gouvernance peuvent être des armes redoutables pour circonvenir le politique en introduisant une dépolitisation massive qui prône " l'administration des choses " au détriment de " l'administration des citoyens " et estomper l'action en tant que telle au profit de la construction de ses outils et méthodes.

La copie conforme - ou du moins censée l'être - des méthodes managériales du privé, appliquée au secteur public, a pour conséquence une dérive plus pernicieuse encore que l'application de ces méthodes. C'est que, insensiblement, les services publics sont mis sur le même pied - les contraintes en plus - que les opérateurs privés.

En occultant ces contraintes, on peut ainsi in fine, dans un premier temps obliger les services publics à adopter les techniques managériales du privé et dans un deuxième temps, démontrer qu'ils sont moins pertinents que le privé. CQFD

1. Economiste, Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et professeur à l'Ecole d'économie de Paris1 Auteur, avec Camille Landais et Emmanuel Saez, de " Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle ", La République des Idées, Le Seuil, 2011.

2. In Idéologie et appareils idéologiques d'Etat, Notes pour une recherche, La Pensée, 151, juin 1970

3. Idem

4. Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives économiques, avril 2011

5. Ed. du Seuil, 1998

6. Testament d'Alfred Nobel

7. In Vincent de Gaulejac, La société malade de la gestion, Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social, Ed. du Seuil, 2005

8. Nous n'avons pas les références.

8 Banderilles

Banderilles plante ses questions dans les pratiques de formation en Education Permanente. Ouvrir régulièrement le débat pour permettre aux formateurs d'y puiser des éléments de réflexions. Méthodes et déontologie ne se suffisent pas à elles-mêmes si elles ne sont pas assorties d'un questionnement éthique.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Pratiques de formation

Accompagnement du projet Ambassadeur de l'ASBL Article 27

Le contexte de la formation

L'association Article 27 se donne pour mission de favoriser l'accès et la participation à la culture des personnes en situation d'exclusion sociale et/ou en difficulté financière : rendre les lieux culturels accessibles au plus grand nombre, permettre à son public cible d'être acteur de sa culture... En bref, l'association Article 27 vise l'émergence d'une réelle démocratie culturelle.

Pour mener à bien cette mission, Article 27 a créé un service d' "Ambassadeurs culturels ". Il s'agit de volontaires qui, dans chaque région et avec l'aide de coordinateurs d'Article 27, accompagnent les publics en situation d'exclusions lors de sorties culturelles. Localement, via les intermédiaires sociaux, les groupes se forment, les liens se tissent. Les ambassadeurs préparent l'activité avec les bénéficiaires, les conduisent et les accompagnent lors des sorties culturelles, discutent avec eux de ce qu'ils y ont vécu, évoquent la prochaine sortie.

Néanmoins, sur le terrain, les manières de mettre en œuvre les activités s'avèrent parfois très différentes et peuvent s'éloigner de la visée exprimée par l'association initialement porteuse du projet Article 27. L'explication repose en partie sur le fait que chaque ambassadeur, souvent isolé sur son terrain d'action, se construit une représentation personnelle implicite de sa mission. Selon la région, les publics, les intermédiaires sociaux, il s'adapte en effet également aux demandes des partenaires et compose avec celles-ci.

Pour veiller à une cohérence globale de ce projet, il était donc essentiel de (re)préciser avec l'ensemble des ambassadeurs les différents aspects de leur travail : qu'est-ce qu'être ambassadeur de la culture dans le cadre d'Article 27 ? Quels sont les enjeux de ce travail ? Quels sont les publics et les partenaires impliqués ? Comment accompagner au mieux les publics dans l'accès à la culture ? Quelles difficultés sont rencontrées sur les différents terrains ? Quels besoins émergent ? Comment y répondre efficacement ?

C'est dans cette perspective que Catherine Legros, Directrice d'Article 27 Wallonie, a sollicité le CESEP afin d'accompagner, durant quatre journées de formation, ce processus de clarification commune. Après avoir précisé la demande auprès du commanditaire et après avoir pris connaissance des éléments pertinents du contexte, voici l'approche que le CESEP a mise en œuvre.

La méthode :

le pari de la mutualisation et du co-développement professionnel

Il aurait été facile de rassembler les différents ambassadeurs pour leur " expliquer " le cadre et le fonctionnement dans lequel ils exercent leur volontariat. Mais nous postulons que " Expliquer empêche de comprendre quand cela dispense de chercher " (Henry Bassis).

Il nous fallait donc ensemble, direction, membres de la coordination, ambassadeurs et formateurs, entrer dans une démarche de recherche et de (re)construction collective du cadre de la mission des ambassadeurs.

Dans cette démarche de recherche, l'Autre, dans sa différence, est absolument indispensable. Il force à la formulation des pratiques et interpelle. Il questionne et pousse à l'analyse critique. La dynamique ainsi créée permet d'inventer du neuf, de décider et d'orienter l'action. L'altérité transforme les représentations personnelles et le groupe se construit petit à petit une culture commune.

Sur base de ce postulat, et misant sur la force des interactions au sein de groupes hétérogènes, nous avons donc décidé d'organiser une formation qui rassemble à la fois les **ambassadeurs bénévoles** des différentes régions ET AUSSI les coordinateurs régionaux, engagés par l'asbl. Le groupe était équilibré : une dizaine de coordinateurs et une dizaine d'ambassadeurs participeront à la formation.

Ne rien expliquer mais (re)construire ensemble

Partant de l'idée que les acteurs disposent de toutes les clés de compréhension et d'action nécessaires à l'exercice de leur métier, notre méthodologie s'est basée sur l'auto/socio/(re)construction du projet " Ambassadeur art. 27 ".

- " Auto " parce que chaque participant est invité à questionner sa propre pratique et à évoquer sa manière personnelle de concevoir le projet et sa mise en œuvre.
- " Socio " parce que le dispositif table sur la confrontation des points de vue. Il place les différents acteurs sur pied d'égalité par rapport à une consigne qui ancre le débat dans leurs réalités quotidiennes. Les participants, professionnels et volontaires, mutualisent leurs expériences, confrontent leurs expertises, posent et découvrent leurs compétences.
- " Construction " parce que les temps collectifs de mise en commun permettent de faire formuler les problèmes, émerger les questions, poser le cadre, ouvrir des réflexions et des possibles. Et ce sont ces réajustements collectifs qui progressivement construisent une représentation commune de la mission de chacun.

Quelques acquis de la formation

D'une part, la formation a permis à tous de clarifier les contours généraux du projet : quels publics ? pour quelles sorties culturelles ? avec quels objectifs ? quels partenaires ? quelle méthodologie de travail? quelles responsabilités ?...

De même, les échanges ont permis à la fois de placer l'activité dans une démarche plus globale, porteuse d'une vision à plus long terme et, dans un même temps, d'en identifier les implications dans le quotidien (légitimité, langages, éthique, déontologie, organisation pratique d'une sortie...).

D'autre part, les échanges ont donné lieu à un repositionnement clair d'ordre plus politique sur les questions d'accès des plus défavorisés à la culture, les conditions de mise en œuvre de celui-ci aujourd'hui, ainsi que sur une critérisation de l'offre culturelle adéquate pour mener à bien les missions de l'association.

Un gain pour les ambassadeurs

Tout au long de la démarche mise en place, les ambassadeurs se sont parlés et se sont écoutés. Ils ont pu échanger sur leurs pratiques, les analyser, comprendre et relativiser leurs difficultés.

Ils ont de la sorte pu développer un sentiment d'appartenance à un réseau soutenant : Article 27. Par ces échanges, ils ont davantage compris les enjeux et la philosophie de travail de l'association. Ils sont devenus porteurs à part entière du projet et sont devenus capables d'argumenter leur pratique. Ce travail les a aidés à retrouver un positionnement principalement en référence à Article 27 et non en référence aux intermédiaires sociaux qu'ils rencontrent en première ligne dans leur quotidien. Pour les ambassadeurs, la majorité des apports formatifs a eu lieu lors des temps en sous-groupes mixtes où les coordinateurs devenaient " délicatement " formateurs et mettaient en œuvre de façon légitime leurs fonctions d'accompagnement de projets

et de mobilisation de réseau, en témoignant notamment de pratiques et en réajustant le cadre dont ils ont une connaissance plus aiguisée. Les mises en commun collectives remettaient ensuite tout le monde à égalité dans le savoir et synthétisaient les acquis.

Un gain pour les coordinateurs Article 27

Le dispositif a permis aux coordinateurs d'échanger sur leurs pratiques, de mieux formuler leurs problématiques, de dresser de nouvelles pistes de travail. La formation leur a aussi permis d'aller plus avant dans la rencontre des ambassadeurs. Ils ont pu davantage prendre connaissance de leurs difficultés et tisser des liens professionnels et personnels plus étroits avec leurs ambassadeurs.

Quand " FORMER " devient " ACCOMPAGNER UNE CONSTRUCTION COLLECTIVE "

Le formateur n'est pas ici le détenteur d'un contenu. Il est le facilitateur d'un processus de construction collective. Le savoir est dans le groupe et le formateur a pour métier de le faire advenir, de l'organiser et de faire valider sa pertinence par les participants.

Dans ce type de dispositif, le rôle du formateur est de :

- proposer des consignes claires, ancrées dans des situations concrètes, qui appellent l'analyse des pratiques ;
- organiser et faciliter les interactions entre les différents types d'acteur ;
- veiller à ce que le savoir se construise petit à petit, à travers les questionnements et les confrontations de points de vue ;
- faire formuler puis questionner, organiser, synthétiser et apporter des recadrages complémentaires si nécessaire ;
- veiller à maintenir le groupe ouvert sur l'extérieur. Dans cette formation, nous avons invité le dernier jour une animatrice pédagogique du Musée de Mariemont, habituée à recevoir des groupes Article 27. Son témoignage a permis d'échanger sur des éléments méthodologiques concrets : l'accueil, les niveaux de langage, la prise en compte des handicaps, la gestion du temps, ...

Tiens, tiens ...

Articuler l'individuel et le collectif.

Exiger la cohérence entre la théorie et la pratique.

Observer, comprendre, agir.

Cheminier à travers représentation, problémation, explication, action.

Croire que le savoir n'est pas détenu par quelques-uns mais se co-construit dans et par la pratique . Et le mettre en œuvre. Participer, fédérer autour d'un enjeu commun, permettre aux acteurs de reprendre du pouvoir sur leur quotidien, Emanciper, interpeller...

Telle nous semble être la cohérence d'un opérateur de formation reconnu en éducation permanente.

Accompagner des projets dans le secteur de l'éducation permanente

Une démarche complexe, un métier spécifique

A la demande, ou dans le cadre de la formation longue en "Gestion de projets culturels et sociaux" certifiée par le BAGIC (Brevet d'Aptitude à la Gestion de projets culturels et sociaux"), le Cesep accompagne au quotidien des individus, des équipes, des organisations dans la réflexion, la structuration, la mise en oeuvre et l'évaluation de leurs projets.

La notion de projet est une figure importante de la société contemporaine. Née dans le secteur industriel dans les années '20, remise à l'honneur essentiellement sous sa dimension collective fin des années '60, elle s'est propagée à tous les pans de la vie des individus, des groupes, des organisations. Au quotidien, chacun est aujourd'hui amené à devoir se définir, se positionner, se démarquer par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler des projets culturels, organisationnels, personnels, pédagogiques, professionnels ou encore politiques. La diversité de contextes institutionnels auxquels la notion de projet se réfère et la quantité de littérature qui abordent ce thème témoignent à la fois de sa prééminence et de sa force, mais permettent également d'en pointer l'extrême complexité et parfois la fragilité.

Les champs de l'éducation, du travail social, socio-culturel mais aussi de l'artistique n'échappent pas à cette règle. La plupart des textes fondateurs des politiques actuelles ont intégré cette sémantique, au travers de notions telles que " la mise en projet " des demandeurs d'emploi, le " projet d'établissement scolaire ", la " pédagogie par projet ", le " plan quadriennal " ou encore le " contrat programme ". Les notions de " projet individuel " et de " projet collectif " occupent quant à eux depuis longtemps une place prépondérante dans les réflexions autour des politiques et pratiques socio-culturelles et de formation. Au travers des concepts de participation et de citoyenneté notamment, les différents décrets positionnent ainsi de façon claire l'importance d'un modèle d'intervention plaçant les individus au centre des processus démocratiques, citoyens, éducatifs.

Si nous avons déjà largement abordé cette question du projet dans de précédents écrits, il nous semblait intéressant, au regard de la présentation de la démarche réalisée avec l'asbl Article 27, d'approfondir notre réflexion en rendant compte de nos pratiques d'accompagnement de projet, une démarche particulière de formation avec ses spécificités propres à l'Education permanente.

La pratique d'accompagnement est généralement menée localement. Elle a pour objectif de faciliter le passage à l'action. Elle est multidimensionnelle (dimensions méthodologique, stratégique, institutionnelle, organisationnelle, déontologique, éthique, méthodologique...), et se décline à travers des interventions combinant, en fonction du contexte, des éléments de formation, de supervision et/ou d'expertise.

Quelle que soit la spécificité de la demande (un artiste désirant mettre en oeuvre une démarche créative dans son quartier, des bénévoles réfléchissant à la constitution d'un collectif, une équipe s'interrogeant sur ses missions et son identité professionnelle, une organisation préparant son dossier en vue d'une reconnaissance décrétale...), les choix pédagogiques et méthodologiques mis en oeuvre par les formateurs reposent sur une vision commune, partagée et défendue. Celle-ci est issue d'une réflexion continue menée en équipe sur la spécificité du métier d'intervenant dans le secteur de l'éducation permanente.

Réflexion dont nous vous livrons quelques fondements ci-dessous.

Accompagner des projets : un processus formatif, relationnel, social, politique et éthique.

A partir notamment de la notion de "projet" et de sa perspective de mise en oeuvre, la formation BAGIC, tout comme les interventions plus spécifiques réalisées par le Cesep à la demande, visent fondamentalement à accompagner chacun dans une démarche dynamique, instructive, créative, destinée à amener du changement dans sa situation vécue, dans sa structure, dans son environnement.

Répondant souvent de prime abord à des demandes et interrogations pragmatiques et posées à court terme (recherche de moyens financiers, d'outils méthodologiques; difficultés organisationnelles ; exigences administratives et/ou institutionnelles...), l'accompagnement visera néanmoins à ramener chacun sur une perspective temporelle future plus longue, en vue d'établir un véritable plan d'action stratégique sur le moyen et long terme.

Parfois laborieux, souvent questionnant, ce parcours est généralement fait, pour le participant comme pour le formateur, de va-et-vient constants entre des périodes d'élaboration, de construction et de réalisation de plans d'actions, et des moments de réflexion, d'analyse et de remise en question.

Dans ce cadre, l'accompagnement à court terme et/ou à moyen et long terme proposé aux individus, aux groupes, aux équipes et/ou aux organisations relève toujours d'une démarche à la fois éducative et formative, mais également relationnelle, sociale et politique.

Le développement et l'expérimentation de savoirs, compétences, comportements par les participants constituent bien entendu une part importante de la démarche d'accompagnement : être curieux de l'environnement et en avoir une bonne connaissance en vue de mieux comprendre le contexte de l'action, sa réalité, ses enjeux...; identifier et clarifier la multiplicité des représentations et des positionnements qui concourent à la

diversité de l'action sociale, culturelle, socio-culturelle ; identifier et clarifier les écarts, les tensions, les contradictions inhérents à la complexité institutionnelle, sociale, interpersonnelle qu'est la société aujourd'hui ; inventer, structurer, planifier, évaluer ; négocier, argumenter, mobiliser...

Néanmoins, en pensant, en préparant et en mettant peu à peu leur projet en oeuvre, les porteurs de projet entrent également de facto en relation avec le monde qui les entoure : les autres personnes en formation, le groupe formel ou informel auquel ils appartiennent, l'équipe de travail, les instances décisionnelles de l'asbl, l'administration, les partenaires... Faciliter, favoriser, analyser, dynamiser ces processus relationnels et sociaux représente un pan incontournable de l'accompagnement. Ils constituent en effet le socle indispensable à la réflexion et la mise en oeuvre collective et non plus individuelle des changements envisagés, leur analyse critique "bienveillante" par d'autres, le passage du projet "révé" au projet "réaliste et réalisable", le levier "stratégique" (réseaux, mobilisation d'acteurs...) sur lequel l'évolution du projet et des actions pourra être envisagée.

Pour travailler le projet dans une visée de changement institutionnel à moyen et long terme, l'intervention auprès de porteurs de projets dans le secteur de l'Education permanente consiste également, de facto, en la mise en oeuvre d'une démarche éminemment politique.

Permettre à chacun de clarifier sa vision du monde, de la partager, de la faire évoluer au contact des "autres"; proposer et animer des "lieux" et des "moments" où le débat devient possible, souhaité, valorisé ; encourager, outiller, valoriser la mobilisation autour et au nom de valeurs citoyennes, humanistes, progressistes ; redonner aux porteurs de projet la capacité d'agir sur les enjeux, les méthodes, les perspectives futures des politiques sociales, culturelles, socio-culturelles, telles sont également les fonctions de l'accompagnement.

Enfin, il est toujours bon de rappeler que si "le projet" constitue aujourd'hui un "modèle culturel" incontournable, lorsqu'il est mis en oeuvre en référence à des principes relevant de l'Education permanente, il devrait idéalement rester choisi, librement investi, non dogmatique... et donc critiquable. Sur ce point, nous estimons donc que la démarche d'accompagnement du projet dans le secteur de l'Education permanente implique une vigilance (résistance ?) éthique et déontologique quotidienne.

Accompagner des projets : un "métier" spécifique

La lecture des paragraphes précédents illustre combien, au-delà de l'intention, la mise en pratique de l'accompagnement de projets individuels et collectifs dans le secteur de l'Education permanente requiert, chez l'intervenant, une conception particulière à la fois de son métier et de sa fonction.

D'une part, au vu de la diversité de l'action sociale, culturelle et socio-culturelle actuelle et de la multitude de problématiques, d'attentes ou d'envies qui s'y posent quotidiennement, il s'agira le plus souvent pour l'intervenant de construire à la carte des démarches et des contenus adaptés à chaque situation particulière d'accompagnement et/ou de formation, en tenant compte notamment du contexte institutionnel, organisationnel, interpersonnel de la demande; du statut, de la fonction, de l'expérience, de l'histoire des participants; des enjeux institutionnels, territoriaux, internes, externes, collectifs, individuels... du projet.

D'autre part, en vue d'amener la réflexion et la construction collective d'un changement à moyen et long terme, il proposera une démarche d'intervention favorisant essentiellement la compréhension et l'analyse du contexte et des enjeux ; l'exploration, la recherche et la réflexion critique, méthodologique, politique. En assurant la diversité des cadres théoriques proposés et en amenant les participants à choisir ou à créer leurs propres cadres d'analyse et d'action.

Pratiquement, l'intervenant identifiera, initiera, facilitera l'expression et l'émergence de pistes d'améliorations, d'innovations, de transformations organisationnelles et institutionnelles. Il favorisera leur mise en débat et facilitera leur validation.

Accompagner des initiatives de changement dans le secteur de l'Education permanente implique donc, pour l'intervenant, de maîtriser de manière approfondie les enjeux, les spécificités et la réalité du ou des secteurs rencontrés.

Au quotidien, remplir cette fonction implique surtout la mise en oeuvre et l'évaluation, en équipe d'intervenants, de pratiques professionnelles qui soient articulées et mises en oeuvre en cohérence avec les choix pédagogiques, éthiques et politiques, explicités et défendus collectivement au sein de l'organisme de formation.

De la fonction sociale de la culture et des médias



Ils sont artistes et/ou demandeurs d'emploi, salariés socio-culturels et/ou travailleurs sociaux, sans-papier et/ou militant. Dès qu'on leur donne une plume ou une caméra, ils parlent d'amour, de reconnaissance, de relations, de confiance, de réseaux, d'actions, de vie. Avec d'autres mots, d'autres voix et d'autres images, ils font de l'art, de la culture, du social et de la politique.

Dossier réalisé par Jean-Luc MANISE

Articulations

n°49

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique.

Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Travailleurs sociaux, travailleurs culturels : mêmes combats ?

Dans le jeu du social par l'art, dans l'art du socio-culturel, il y a deux mises en scène. Celle du public qui se met en lumière. Et puis celle des travailleurs sociaux et culturels qui les encadrent. Leur responsabilité est à la taille de leurs publics : très très grande.

La culture a des fonctions sociales qui sont finalement plus importantes pour la vitalité et le développement d'une communauté que le contenu proprement dit de cette culture disait Thierry Verhelst. Comme si la lettre était plus importante que les mots. Comme si Marcuse, finalement, avait raison : c'est dans sa dimension esthétique que le théâtre est le plus révolutionnaire. La photo, la vidéo, le théâtre, la TV et le cinéma : l'exposition de soi par les images prend souvent, dans la rue et dans les champs, la forme d'une reconnaissance sociale. Mais pas que...

Geneviève Rando, directrice du centre social de Bordeaux : " On a attribué tant de vertus à la culture qu'elle est devenue un domaine quasi autonome aux yeux de certains, une sorte d'exception parmi les activités humaines. La politique de la ville a grandement contribué à remettre en cause cette conception, en réactivant la fonction sociale de la culture, autrement dit en faisant de l'action culturelle un mode d'accès et de confrontation à des enjeux de société qui dépassent de loin les seuls professionnels du champ culturel ".

Le socio-culturel est un faux débat

Et Geneviève Rando de continuer : " Notre hypothèse de travail, c'est qu'aucun espace n'est réservé à un groupe d'acteurs et qu'on peut se mêler de tout. Le socio-culturel est un faux débat qui empêche de penser les problèmes qui se présentent à nous, notamment dans les quartiers. Au centre social, il y a longtemps que nous ne revendiquons plus la rencontre de l'artistique, du culturel et du social. Ça s'impose. Ce qui nous intéresse en revanche, c'est que les personnes qui passent par ici puissent prendre part au jeu social, c'est-à-dire qu'elles puissent choisir entre plusieurs possibilités de vie. Nos prétentions sont humbles, mais elles se situent à ce niveau-là : " Qu'est-ce qui m'est interdit ? Qu'est-ce qui m'est autorisé ? " Pour la culture, c'est pareil. Ce n'est pas que l'affaire des artistes, ni un objet figé. Non, le champ est beaucoup plus fertile et plus passionnant que ça ! Après l'installation d'une sculpture dans Le Jardin de ta sœur - jardin partagé conçu et géré par un collectif d'habitants et de structures du quartier, dont le centre social -, un monsieur qui fréquente le centre a suggéré qu'on la mette sur un camion pour lui faire traverser tout le quartier, à la manière d'un trophée. Peut-être qu'un artiste aurait fait de cette idée une performance. Cet homme, sans être un spécialiste, s'est quant à lui autorisé à penser un acte culturel. De même, si nous organisons une sortie au théâtre et que quelqu'un nous dit qu'il n'a pas aimé le spectacle, on lui répond qu'il n'a jamais été question de l'aimer ! Mais qu'il le critique et qu'on en débatte montrent qu'on a gagné quelque chose ".

La place de l'artistique dans le jeu social

Ce qui intéresse Geneviève Rando, ce sont les modes d'organisation sociale autour des enjeux sociaux, économiques et culturels : " D'où la nécessité de créer des espaces à l'intérieur desquels les gens aient envie de circuler librement, de la manière dont ils l'entendent. Souvent on nous dit : " En somme, vous accompagnez les gens jusqu'au point où ils peuvent faire les choses tout seul. " D'abord on n'accompagne pas les gens, on est avec eux. Et puis, pourquoi le summum de la liberté serait d'agir seul ? Et si c'était au contraire de vouloir faire les choses à plusieurs, de rejouer sa liberté dans la relation avec les autres ? On retrouve cette manière de penser dans l'image du grand artiste qui s'isole du monde pour dire à l'humanité ce qu'elle est... Ici, quels que soient les artistes qui interviennent, on écrit les projets avec eux en partant du principe que le véritable enjeu, ce n'est pas la place de l'artiste dans la société mais la place de l'artistique dans le jeu social ".

Du travailleur social et culturel

Penser la place de l'artistique dans le jeu social, c'est poser les questions de sa mise en place. C'est ne pas faire n'importe quoi, n'importe comment. Quid de la formation culturelle et artistique du travailleur social ? Quid de la formation sociale du travail culturel ? Quid de la formation à l'animation de l'artiste ? Jacqueline Fastrès, coordinatrice pédagogique de RTA et Jean Blairon, directeur : " Associer l'art et la culture à l'action sociale " pose la question de l'animation-création. Dans chacun des stades de la démarche d'animation-création, la qualité de l'artiste et la qualité de l'animation sont essentielles. Autant l'artiste doit être professionnel, sûr de sa compétence, adhérant à la démarche, autant la part de l'animation prend une place importante quand le groupe atteint le point de rupture rendu possible par la dynamique de création, c'est à ce moment-là que l'animation rendra la rupture productrice de développement ou au contraire en fera un moment qui peut être très destructeur. Il est donc essentiel de bien poser le cadre : il faut que les artistes sachent dans quel jeu ils jouent, quels sont les objectifs de l'animation ".

La rencontre de deux mondes

Dans les projets d'insertion sociale par la médiation artistique, souvent, deux mondes se rencontrent. Classiquement chez nous celui de l'insertion socio-professionnelle et du socio-culturel. Frédéric Janus, professeur au département social de Namur : " Le propre des projets sociaux est de travailler l'exclusion. S'il est indispensable de nommer les stigmatisations, il est tout aussi important de " reculturaliser " les projets trop univoques, trop exclusivement " sociaux ", qui ne font que reproduire la cassure radicale entre culture et social. Les demandes sociales et culturelles sont de plus en plus intensives en contenu culturel qualitatif. Lorsque les travailleurs sociaux s'investissent dans le culturel, ils le font comme par effraction et aux marges d'une activité sociale surdéterminée par les urgences quotidiennes, qui fait le plus souvent l'impasse sur la dimension culturelle des travailleurs sociaux dans l'exercice de leur mission. Autant qu'à la

dimension sociale du culturel, il faut être attentif à la dimension culturelle du social, être prêt à développer les aspects particuliers sur lesquels l'expérience professionnelle sociale peut s'exercer en toute légitimité".

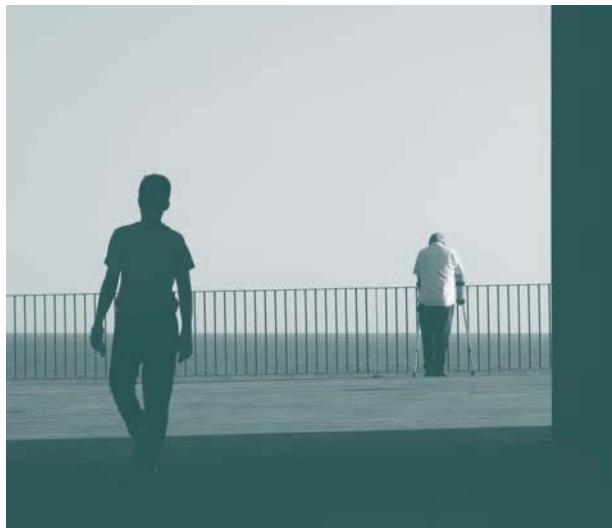
Faire sauter la barrière des publics

In fine, les clés de la réussite de cette rencontre entre deux univers professionnels est simple. Il suffit de faire sauter la barrière des publics. De dépasser la logique de l'insertion qui conduit à décliner des groupes en fonction de leurs problèmes sociaux : primo-arrivants, sans papiers, famille monoparentale, jeune sans formation, chômeur longue durée. De la compléter par la dimension universelle de la démarche artistique. Sylvie Rouxel, Maître de conférences en sociologie de la culture, LISE-CNAM-CNRS : " Ces multiples projets qui mettent en lien l'insertion et la culture partent du principe, acquis en tout cas dans les représentations collectives, que la culture et l'art sont des agents de socialisation au même titre que la formation ou l'emploi. Les projets d'action culturelle en direction de ces publics mettent en avant une certaine prise de conscience du pouvoir structurant et socialisateur de l'art et de la culture. De plus, aujourd'hui, la persistance des problématiques en lien avec l'idée d'insertion, rend possible l'utilisation de l'action culturelle en vue de l'émancipation sociale des individus et de la constitution d'une dynamique collective".

De l'identité à la citoyenneté

L'art et l'action culturelle peuvent ainsi devenir un moyen d'ancre identitaire qui, au regard des autres, peut à nouveau se projeter dans le collectif. Quand tout sentiment d'appartenance à disparu, les artistes et les médiateurs culturels peuvent établir de nouveaux modèles de communication et donner l'envie à des groupes interculturels de se réunir à nouveau. Frédéric Janus : " L'exclusion n'est pas un état mais un " processus ", où les personnes vivent dans un état complexe d'inclusion/exclusion, dont les déterminants symboliques sont plus structurants que les déterminants économiques. L'élaboration active de la construction de culture constitue un véritable outil de lutte contre les exclusions, lorsque partant d'une " indignation ", elle aide les personnes exclues confrontées à un problème ou à une injustice, à prendre conscience, à s'exprimer et à se faire entendre, à être créatives, à chercher des solutions, à être actrices de leur vie, à prendre une place - même critique - dans la société. La participation des personnes exclues apparaît comme une composante essentielle au succès d'une stratégie d'émancipation : la question de la culture y est centrale ; elle est la clé qui ouvre vers la reconnaissance de l'identité et de la citoyenneté, vers la participation sociale et économique ". Mais pas que : elle est, c'est tout aussi important, source de créativité qui touche, dans un magnifique mouvement de balancier, tous les acteurs de la scène.

Jean-Luc MANISE



Sources et infos

Les projets participatifs au cœur de la ville

Une initiative d'ARTfactories/Autre(s)pARTs, réalisée avec Actes if, Banlieues d'Europe, le Couac et HorslesMurs. Entretien et rédaction de l'ouvrage : Sébastien Gazeau. Janvier 2012

Luttes culturelles, Luttes sociales, Analyse institutionnelle d'une association culturelle. Par Jacqueline Fastrès et Jean Blairon asbl RTA Intermag, Magazine d'intervention Décembre 2006

Labiso, cahiers 103-104, Culture, art et travail social : un rendez-vous à ne pas manquer. L'approche culturelle dans la formation des travailleurs sociaux, Bruxelles, 2009

Culture, arts et travail social -

Culture et Développement Rural. Les fonctions sociales de la culture. Thierry Verhelst.

<http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader2/rural-fr/biblio/culture/art04.htm>

Frédéric Janus Culture, art et travail social : un rendez-vous à ne pas manquer. Les cahiers du travail social 65 - Cultures, arts et travail social

Sylvie Rouxel : l'Insertion par la culture : une articulation en co-construction. Les cahiers du travail social 65 - Culture, arts et travail social

De la médiation culturelle au changement. Le territoire de l'action sociale questionné par le secteur culturel. Radia El Khomsi - Les cahiers du travail social 65 - Cultures, arts et travail social Herbert Marcuse, la Dimension esthétique - Pour une critique de l'esthétique marxiste - 1977 - Seuil

Paroles de chômeurs, écrits d'inutilisés

Comment vivre avec 600 € par mois ? Comment développer des choses, échanger, vivre, ... et rester un citoyen à part entière ? Comment se projeter dans la société actuelle mais aussi dans l'avenir quand on n'a pas de travail ? En 2008, des chômeurs candidats écrivains se retrouvent une fois par semaine. 15 journées en tout, et un séminaire final de 2 jours. 27 personnes au début, 9 à la fin et un livre. Une histoire mise en scène par Fidéline Dujeu, animatrice d'ateliers d'écriture, et écrite par... des écrivains amateurs.

Paroles !

Fidéline Dujeu : " Il y a quelque temps j'ai animé un cycle d'ateliers d'écriture avec des chômeurs. Ces ateliers étaient commandés par le Centre d'Education Populaire André Genot, à Beez. Les participants venaient des quatre coins de la Wallonie (Mons, Tournai, Liège, Virton, Namur, Beaumont, ...). Ce qui les reliait au départ, c'était leur affiliation à la FGTB et leur statut de chômeur.

Des chômeurs

Lors de nos premières rencontres, il fallait les appeler des TSE. C'était leur jargon. Ils n'étaient pas des chômeurs mais des Travailleurs Sans Emploi. Et, de fait, les participants étaient tous des travailleurs et ce qui leur manquait et les stigmatisait n'était pas le non-travail mais le non-emploi. Néanmoins, quand il s'est agi de trouver un titre à leur recueil de textes, le mot " chômeur " est réapparu. Il n'était plus tabou, ne blessait plus. " Paroles de chômeurs ". L'écriture a permis de supprimer la honte, de prendre sa place.

A quoi je sers ?

Exclus, inutiles, rebut de la société. C'était les premiers constats. " Quand j'ai commencé à pointer, j'ai eu une gêne ", " je me demande de quoi je suis capable ", " à quoi je sers, à quoi sert ma vie ? ", " cela pose problème quand des personnes me demandent ce que je fais actuellement ", " je me sens mal dans ma peau à cause de ce que les autres personnes pensent de moi ", " lorsque mon interlocuteur apprend mon statut, il se comporte comme si j'étais malade ". Ecrire, dire, partager ce ressenti a changé la donne. Ils ne sont plus inutiles, ils sont inutilisés. Les ressources sont là, les forces, le désir aussi, la preuve : ces textes. " Ecrits d'inutilisés ". Les responsables ne sont plus les mêmes. Et, de cette prise de conscience, la colère : " je suis la laissée-pour-compte de cette guerre ", " ces lois qui enfoncent dans les entrailles de la terre ", " nos dirigeants sont tous des vendus ", " je te merde jeune administrocutané ", " tu me déshéries, tu m'insupériorises, (...) tu me silencifies ".

Des rassemblements en spirale

Les cris étouffés qui s'écrivent, existent, bousculent à défaut de réclamer, parce qu'il n'y a personne à qui faire entendre ses réclamations. Cette colère - cette force, cette rage - a été salutrice. Elle a ouvert des portes, elle a porté le groupe et le livre en devenir. Elle a aussi permis la réappropriation du lien social à travers des projets de vie en commun originaux : " ceux qui ne sont pas chômeurs vont être jaloux de nos rassemblements

en spirale sur les places publiques des villes et des villages ", " maintenant, aller vers les autres autrement. Plus simplement. (...) Faire des pique-niques, une pièce de théâtre. (...) La pêche à la grenouille. ", " J'en arrive à croire que le chômage est tout autant un service ". Ecrire que les chômeurs ont droit au rassemblement, au travail au " blanc ", au don, au désir, a été, je pense, un moyen de prendre le pouvoir sur sa situation, sur son statut, sur le stigmate.

Et, de ces réflexions, de ces échanges, aussi : des projets de société. Des constatations inévitables, un regard différent : les travailleurs, eux, sont-ils plus heureux que les chômeurs ? Le problème n'est-il pas ailleurs ? " Tout travailleur après dix ans devrait avoir droit à une année sabbatique pour connaître les joies, les fêtes, les ressources du non-travail ". " Pourquoi y a-t-il des travailleurs privés de chômage ", " Je n'ai plus envie d'être employé à. " " (...) ma vie dite privée (privée de quoi ?) est politique ". " Je vais dire une phrase qui est obscène : j'ai envie de chômer ". Un amarrage hors des a priori, des constructions identitaires sociales du " chômeur ". Le besoin de créativité et la réflexion collective s'ouvrent au politique. Correct ou incorrect, ce discours mérite d'être entendu et relayé. Parce qu'il propose une autre appropriation du réel, qu'il remet le collectif au centre et qu'il donne un autre sens que la rentabilité au temps partagé.

La " magie " du livre

Le livre " Paroles de chômeurs, écrits d'inutilisés " n'est pas un pamphlet. C'est un recueil de témoignages d'abord. Le lire, c'est écouter de l'intérieur des histoires de vie. A travers des bribes d'existence, deviner la souffrance, la joie, les inquiétudes, les brisures. C'est aussi un recueil de " regards " sur notre société. En passant d'un fragment à l'autre, il se dessine une autre vie possible, un autre vivre ensemble. Ce n'est pas un livre à comprendre, à analyser mais un livre à entendre avec son corps tout entier. Les textes résonnent longtemps, ils font leur chemin.

Moi, je les connais ces textes, je les ai entendus (pendant les ateliers, les participants lisent leurs écrits à voix haute, ce qui permet le partage et l'échange et une certaine énergie commune), je les ai lus, et avec les manœuvres de l'écriture, je les ai triturés, mis face à face, malmenés parfois. Je les connais ces textes et pourtant, ils me surprennent encore, changent mon regard.

Ces journées passées à écrire, mais aussi et surtout à échanger et partager, ont transformé chaque personne présente lors de ces ateliers. Moi y compris.

Il y a une magie du livre, chaque atelier n'accouche pas d'une œuvre collective. Plusieurs ingrédients sont nécessaires. Un groupe, tout d'abord. Des personnes étrangères les unes aux autres et qui se lient. L'animateur est responsable de la création du groupe mais il ne peut pas tout. Il lui faut des alliés et de la chance. J'en ai eu des alliés dans ce projet. Il a été soutenu par un animateur du Cepag, Daniel Draguet, son appui était nécessaire, non seulement parce qu'il prenait en charge le côté logistique des choses mais aussi parce qu'il était, de par sa simplicité et sa sincérité, fédérateur. J'ai eu de la chance aussi, et ça, c'est la magie.



De l'animateur et sa neutralité

Donc, le groupe mais aussi, la pertinence des propositions et la justesse du projet.

Quand j'ai commencé à animer ces ateliers, je ne savais pas ce que les écrivants avaient à partager, je voulais me laisser surprendre, je voulais absolument cette liberté de l'expression, surtout ne pas imaginer un discours à leur place. La neutralité de l'animateur est, à mon avis, un impératif par rapport à n'importe quel projet d'écriture. Le sujet du chômage est évidemment un sujet de société mille fois discuté, j'ai voulu entendre les témoignages hors de tout discours, pour être à disposition des textes et des personnes, me laisser traverser par leurs réalités. J'ai été surprise, au-delà de mes attentes. Je voulais au maximum investir leurs richesses, leurs intérêts, leurs idées. J'ai commencé simplement par écouter.

D'un premier atelier axé sur la présentation de soi et le partage des questionnements autour du mot "chômage", j'ai tiré des thèmes à explorer : l'exclusion, l'argent, le temps, le manque, la honte, le travail.

Une écriture du corps

Parce qu'une grande partie des participants n'étaient pas des écrivains et avaient, quelque part, une souffrance liée à l'écrit, j'ai tourné autour avant de l'aborder. Une mise en condition physique et respiratoire (exercices simples de yoga, qui gong, détente), un "travail" manuel et créatif et ensuite seulement, l'écriture. L'écriture a suivi, à chaque séance, ce "travail" manuel et physique. Collages, dessins, jeu de rôle, sculpture, fabrication d'objets. C'est à partir de ce travail que les mots ont pris corps. Ce sont des mots de manœuvres. Les chômeurs les ont écrits avec leurs mains. C'était essentiel. Quand les participants se sont installés pour la première fois, je leur ai donné des crayons, des pastels, des couleurs et du papier à dessin. Si les premiers temps ont fait place à la surprise et une certaine résistance ("on est plus à l'école maternelle"), très vite, le désir d'essayer le matériel a été le plus fort. Gagner la confiance d'un groupe est très difficile. Si ma démarche les déstabilise et les installe de prime abord dans une situation inconfortable (rien à quoi se raccrocher si ce n'est en effet ses souvenirs de maternelle), les participants sont néanmoins obligés de faire face ensemble à l'inattendu et sont donc égaux face au premier exercice demandé (même si certains "dessinent" mieux que d'autres, ils viennent pour écrire et ne s'attendent pas à recouvrir une feuille de couleur pour se présenter). Le but de cette

déstabilisation est donc, d'une part, de créer un groupe, que chacun se sente à sa place, et, d'autre part, d'ouvrir à l'inconnu. Non, l'atelier d'écriture n'est pas un lieu où on répare ses blessures scolaires en re-faisant ce qu'on n'a pas pu faire ou qu'on aurait voulu mieux faire. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'apprend rien lors d'un atelier d'écriture, simplement, l'apprentissage n'est pas le but, il est un corollaire.

Créer des mots

Ouvrir, donc, les portes de la créativité. Le dessin parce que tout le monde sait tenir un gros pastel gras dans sa main et tracer un trait et que la couleur reflète si bien l'émotion qu'elle rassure. Après quelques ateliers autour de l'image, à partir de dessins mais aussi de collages qui ont permis d'aborder les thèmes de l'image de soi, j'ai proposé des jeux de rôles, des mises en situation. Revivre ces situations du quotidien dans un cadre rassurant et protecteur, les jouer, les dire, les entendre, les voir et les écrire. Les thèmes de la honte et de l'exclusion ont été explorés de cette façon et, par moments, on a ri. Le rire aussi, bien sûr.

Il y a eu aussi des "fabrications". Fabriquer un sac, fabriquer une sculpture en terre, fabriquer un masque. De ses mains réaliser "quelque chose", une "œuvre". Les thèmes du travail, de l'emploi, du manque, de la perte et du changement ont été abordés à partir de ces réalisations. Et puis, doucement, j'ai pu aborder l'écriture directement. Il a été possible de "créer" avec des mots, sans passer par un autre média. L'écriture ne représentait plus l'école, l'échec, l'administration, le pouvoir, l'exclusion, etc.

Titres de propriété

Cette appropriation de l'écriture par chaque participant a été en soi une réussite. Après une dizaine d'ateliers, nous avions quelques centaines de pages sur les bras. Il a fallu trier, mettre les textes face à face, faire entendre les résonances. Ce travail collectif qui a suivi les travaux individuels a été très riche même si les discussions et les échanges ont été parfois mouvementés et peut-être parce qu'ils ont été mouvementés. Ce qui est certain, c'est que le livre "Paroles de chômeurs" possède un sens en lui-même et que les écrivants ont pu s'entendre, pour partager leurs témoignages et leurs idées, d'une seule voix.

La vie au bout de doigts

Si les écrivants ont voulu s'appeler les "manœuvres de l'écriture", c'est parce qu'ils ont pris les mots comme on prend une truelle, parce qu'ils ont retrouvé à travers le geste de l'écriture un travail et par là-même, une dignité. Ils ont écrit avec leurs mains, comme on prend sa vie à bras le corps, parce que personne ne viendra nous sauver si nous ne nous sauvons nous-mêmes. Des projets collectifs tels que celui-ci redonnent sens. C'est vital.

Les heures passées en compagnie des manœuvres de l'écriture ne furent pas toujours douces. Il a fallu traverser des larmes et des murs de résistance, il a fallu confronter les vécus, les idées, les souffrances, les joies aussi. Mais ça a été et c'est encore aujourd'hui - le livre permet la "perdurance" des paroles - un projet nécessaire.

D'autres voix

Fabriquer les images de sa vie, créer par des acteurs du terrain des récits qui viennent du terrain, boxer les stéréotypes, défaire les médias dominants, leur camper d'autre voies navigables... Au-delà d'apprentis qui se mettent en image, qui éclairent différemment leurs réalités, il y a le frisson de faire entendre d'autres voix. Des médias d'acteurs et d'auteurs. De la confiance et du lien social. Et quelques revendications...

Moteur !

C'est le 3 mars de l'année passée qu'" En ligne directe " a été mis en ligne par le Délégué Général aux Droits de l'enfant. Bernard De Vos : " Les enfants, les jeunes, la jeunesse, les institutions, organisations, mouvements ou structures qui s'en (pré)occupent et s'adressent à eux, souffrent fréquemment d'une image négative en Wallonie et à Bruxelles. Une image percluse de clichés, de caricatures, de lieux communs véhiculés par les médias de grande diffusion, souvent par manque de sources concurrentes, honnêtes et précises d'informations venant du terrain. Cette réalité est très dommageable car les stéréotypes négatifs ne se limitent pas à affecter la seule vision que les adultes ont de la jeunesse, mais aussi la manière dont les jeunes se perçoivent eux-mêmes. La conviction que le reste du monde ne vous comprend pas et ne vous respecte pas, n'encourage pas l'estime de soi ". D'où la création d'une banque de données multimédia en ligne sur l'enfance et la jeunesse à destination des professionnels du secteur.

En ligne directe

" Mais aussi ", explique Bernard De Vos, " de tous les médias de la Fédération Wallonie Bruxelles, " pour faire entendre une " autre " voix dans le débat citoyen et politique à propos des enfants et de la jeunesse. La voix des enfants et des jeunes eux-mêmes d'abord mais aussi de toutes celles et de tous ceux qui les approchent de près ou de loin (parents, professeurs, éducateurs, TMS, PMS, SAJ, SPJ, cohésion sociale...) et peuvent porter sur eux un regard plus profond et plus complexe que l'image superficielle souvent colportée par les médias. Il s'agit de faire entendre la voix de ces enfants, jeunes et adultes directement concernés, premiers témoins-acteurs pourtant rarement invités au moment de construire la réflexion sur leur quotidien, d'entamer la discussion sur les réalités sociales, économiques ou culturelles qu'ils incarnent et au moment du compte-rendu de l'actualité qui les concerne (dans la presse, à la radio, à la télévision). " Chaque thème réunit différents partenaires, actifs dans le secteur de la jeunesse. Ceux-ci collaborent avec les jeunes pour les aider à monter leur projet artistique. Témoignages, enquêtes, reportages audio et vidéo alimentent un site Web alternatif qui trouve des relais : tout au long du mois de juin dernier, la RTBF a diffusé sur sa troisième chaîne les clips de la Marque Jeune.

De la Marque Jeune à la RTBF

En ligne directe a comme source d'alimentation la Marque Jeune, un projet né à l'initiative du Conseil d'Arrondissement d'Aide à la Jeunesse de Bruxelles (CAAJ) qui rassemble les 19 services d'Aide en Milieu Ouvert de Bruxelles. Xavier Verstappen, Président du Conseil d'Arrondissement d'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ". La Marque Jeune est née d'un constat : les 15-25 ans sont trop souvent diabolisés et trop peu écoutés. Ils rencontrent pourtant aussi de nombreuses difficultés au quotidien. Ils éprouvent des peurs, des angoisses, se questionnent et interrogent la société. Ils ont aussi des espérances et s'engagent dans des projets. La Marque est celle des Jeunes de Bruxelles, celle que leurs vécus impriment dans la Capitale. Le dispositif mis en place par les AMO leur donne la parole sous la forme de productions organisées en forme de prisme octogonal : l'engagement des jeunes, les espaces urbains et l'insécurité, le logement, le genre et la mixité, l'emploi, la parentalité, les primo arrivants, la scolarité.

Entre jeunisme et délinquance

L'un des objectifs du projet est d'établir un état des lieux pour chacune de ces thématiques à Bruxelles et de proposer des alternatives constructives aux responsables politiques : " L'image des jeunes est désastreuse et contribue à alimenter les difficultés du vivre ensemble. Elle balance entre jeunisme et petite délinquance. Faut-il interdire les jeunes dans l'espace public ailleurs que sur des affiches publicitaires ? L'orientation scolaire continue à se faire par relégation et stigmatisation de certains publics au lieu d'être le résultat d'un accompagnement refléchi et personnalisé vers un choix valorisant. A la maison, 16,3% des bruxellois ne parlent ni français, ni néerlandais, ni un bilinguisme composé d'une des deux langues, un défi professionnel pour l'enseignement. Les résultats scolaires des primo arrivants et des immigrés de la seconde génération restent préoccupants ".

Corsaires !

Le pirate TV de Cureghem poursuit une logique identique d'alternative vidéo aux images souvent négatives véhiculées par les médias de référence à propos des quartiers populaires. Périne Brötcorne, Chargée de recherches à la Fondation Travail-Université : " Son ambition est de rendre visibles les actions qui fissurent les murs entre les communautés, favorisent la cohésion sociale, la mixité sociale et le dialogue interculture. L'objectif est ainsi de proposer une image à la fois dynamique et plus juste des quartiers populaires, que celle souvent stigmatisante, véhiculée par les médias traditionnels. Pour ce faire, CTV publie chaque mois une capsule vidéo de quinze minutes réalisée par des groupes de " novices " issus des associations partenaires du projet (associations, centres de formation, maisons de quartiers, CPAS, institutions publiques). Chaque

groupe vient réaliser 5 " plateaux " en studio et aborde tous les aspects de la réalisation d'une émission télé, en réalisant vraiment le numéro en cours. Deux ateliers fonctionnent conjointement : Le Comité de Rédaction évalue et choisit les sujets préparés par les Corsaires. Il est ensuite chargé d'écrire les textes qui annoncent les sujets à l'antenne. Les présentateurs/trices choisis en son sein présentent enfin l'émission face caméra. L'Équipe technique assure, quant à elle, le travail en studio : la régie image, l'infographie " live ", le cadrage image, le prompteur, etc. Cette initiation a lieu au cours de deux ateliers qui fonctionnent conjointement. Le premier fonctionne comme un comité de rédaction : il évalue et choisit les séquences du mois parmi les sujets préparés par les Corsaires. Il est ensuite chargé d'écrire les textes qui accompagnent les sujets à l'antenne ".

Toyou, Assos, Full job et Nozart

D'autres images encore. Cela a été l'ambition de départ de Thomas Parmentier et Valério Masullo qui en avaient assez de la façon dont leur ville de Charleroi était traitée par les médias. Ils ont lancé une TV en ligne. La Maison Pour Associations soutiendra le projet, rejointe par le centre régional d'intégration de Charleroi. L'objectif de FullTV est de mobiliser les jeunes. La coordination s'effectuait jusque il y a peu depuis la Maison des Jeunes l'Eveil de Ransart. Début de l'été, l'équipe de FullTV a déménagé dans les locaux de l'ULB à Parentville. Depuis son lancement en 2006, FullTV a diffusé plus de 2500 vidéos, avec des pics de fréquentation de 2000 visiteurs quotidiens. La TV en ligne est divisée en quatre chaînes : une chaîne d'actualité (Toyou), une chaîne consacrée aux associations (Assos), une autre à l'emploi (Full Job) et une quatrième aux actualités artistiques (Nozart).

Faire un film de sa vie

Ils ne se retrouvaient pas dans le JT. Ils ne se retrouvaient pas dans les discours ambients sur les chômeurs. Ils ont fait une vidéo pour parler de leur vraie vie. Durant deux mois et demi, un groupe de stagiaires de l'atelier de formation par le Travail Bonnevie a planché sur une trame, filmé, découpé, monté. Ils ont raconté leur vie, leur expérience, caméra au pied. Le CVB-VIDEP les a accompagnés, à raison de 7 à 8 séances. Avec très vite la caméra à la main pour les cinéastes acteurs. Dont Vladimir : " Au départ, on voulait faire un JT, on n'était pas content de ce qui existe. Et puis, très vite, l'emploi, les sans-papiers et la formation sont venus sur la table. " Ce seront les thématiques d'où accouchera le film : " Et demain, on sera où ? " Synopsis : 13 adultes suivent une formation en bâtiment et mécanique automobile. Au fil des cours et des ateliers, ils reviennent sur leurs parcours professionnels et tordent le cou à la mauvaise réputation des chômeurs.

Revendications

D'autres images pour d'autres voix. Et quelques revendications. Une revendication de liberté créatrice avec un film ou livre qu'on va utiliser pour lutter contre la stigmatisation, pour casser l'image négative du chômeur, pour réclamer le droit à la dignité. Une revendication de " vraie vie ", de " vraie réalité " qui s'oppose à la réduction par les images dominantes à un mauvais (ou un sans) rôle : celui de chômeur ou de sans papier. Une revendication participative et collective. En se prenant en main et en prenant les choses en main. Rideau !

Jean-Luc MANISE

Sources et infos

Le site de la Marque Jeune
<http://www.lamarquejeune.be>

La cahier de revendication du projet Marque Jeune
http://www.lamarquejeune.be/index.php?option=com_content&view=article&id=56&Itemid=54

Le site de En ligne directe
<http://www.enlignedirecte.be>

Les TV en ligne
www.corsaires.tv
www.fulltv.be

La vidéo : Et demain, on sera où ?
cvb-videp.be/videp/fr/catalogue

L'étude : Les outils numériques au service d'une participation citoyenne augmentée. Périne Brotcorne - Mars 2012 Fondation Travail-Université

1. Travailleurs Médico Sociaux, centre Psycho Médico Social, Service d'Aide à la Jeunesse, Service de protection Judiciaire

L'intimité jusqu'où ?

Autour du film "Sexe : corps, accords"¹

A partir de quand parle-t-on de pratiques obscènes ?

Nous voulons conclure cette réflexion abordée dans nos précédents numéros en rendant compte d'une rencontre réunissant une trentaine de personnes, des professionnels travaillant dans des plannings familiaux, des centres PMS, des PSE, des centres de santé mentale, des associations d'Education permanente, des personnes ressources, Anne-Marie Trekker², Gypsy Haes et Pierre Martin (coordonnateurs de Coup2pouce) et trois jeunes apprentis réalisateurs. L'enjeu était de partir d'un "éclairage de l'intérieur. Au départ du récit des réalisateurs, les professionnels, intervenants en planning familial, animateurs audiovisuels, producteur, ... ont débattu. La volonté est de rendre compte ici des échanges "brut de décoffrage".

Interroger le caractère "obscène" des pratiques d'animation est d'autant plus essentiel et difficile que nous sommes dans un contexte où l'intime s'étale dans les médias et sur Internet.

Par ailleurs l'image sert de vérité. Elle s'offre à tous, envahit nos rues et nos cerveaux voire nous en sature. Nous n'avons pas tous les clefs de lecture pour la décoder et cependant une image par un propos juste, fort, puissant suscite l'émotion, la curiosité, l'étonnement. Elle libère la parole.

Nous aborderons cette question au travers de l'expérience du Centre Vidéo Bruxelles - Vidéo Education Permanente. Le CVB-Videp se centre sur deux types de production : les films d'ateliers et les films associatifs. Le film "Sexe : corps, accords" s'apparente à un film d'atelier³. L'objectif d'un atelier vidéo tel que Videp le conçoit est de permettre aux publics de prendre part à la réalisation d'un film dans une démarche créative et d'apprentissage critique. Le travail en atelier privilégie la pédagogie du projet en alternant les phases d'expression orale et créative, l'écriture du scénario, la manipulation et l'apprentissage technique, l'analyse, la construction du film, la réflexion sur les séquences tournées.

Filmer la parole

L'atelier devient ainsi un lieu de dialogue, d'échange et de rencontre où chacun apporte ses propres ressources et savoir-faire pour se mettre au service d'un projet commun.

C'est une démarche particulière dans laquelle chaque participant peut s'exprimer librement. On ne travaille pas avec un écrit de départ et les participants, particulièrement les jeunes, sont très réceptifs à l'improvisation. On filme la parole. C'est le processus qui est riche et intéressant, pas seulement le produit fini, même si c'est un plus de pouvoir créer un outil ensemble et de se concentrer autour d'un contenu. Le dispositif d'intervention s'articule le plus souvent autour de sujets librement choisis et dans une grande variété d'approches : individuelles ou collectives, sur du court ou du long terme, avec des groupes homogènes ou plus hétéroclites³ .

La genèse du film

Gypsy Haes et Pierre Martin nous racontent :

"Le film est parti sur un défi, une provocation : Comment parler du sexe autrement que ce qu'on voit habituellement. Le sujet est proposé. On forme une équipe. Et puis vient la question de comment aborder le sujet, comment le traiter. Comme coordonnateurs de l'émission, nous nous consultons, nous réunissons les jeunes et nous proposons. Ce sont beaucoup de moments de discussion. Nous n'avons pas de scénario de départ. Il s'est construit au fur et à mesure dans une construction autour de dialogues entre trois personnes sur des questions que nous posions comme coordonnateurs. Nous souhaitions aborder la question de manière sensuelle sans que les jeunes ne soient vus et reconnus tout en évitant la dépersonnalisation. Nous avons donc dû chercher des moyens alternatifs, parler en voix off sans filmer, utiliser le travail de la sculpture, ... ce sont autant de pistes possibles.

Nous garantissons un cadre protégé dans lequel se construisent des liens forts. C'est une véritable bulle d'expérimentation dans un climat de confiance. On se mouille tout en maintenant ce cadre et le choix de la forme. Les jeunes apprentis réalisateurs rajouteront que "faire quelque chose ensemble facilite les échanges. Toucher, sculpter nous fait parler des caresses. On se remémore. On partage".

L'intimité jusqu'où ?

Les jeunes apprentis réalisateurs :

"Nous avons été très loin dans l'intimité. Nous avons même été surpris par le fait d'avoir osé aller si loin. Après coup, je me suis rendue compte que j'avais tout dit. On vit dans une société où les tabous sont très puissants. Je me suis rendue compte que c'était finalement pas si compliqué : j'ai fait, je dis".

Les coordonnateurs :

"C'est très enrichissant d'apprendre chez l'autre. Au départ, on ne se dit pas ce qu'on va se dévoiler, on ne mesure pas qu'on va lever des secrets et puis c'est au final qu'on se rend compte qu'il n'est pas si difficile de parler de soi dès qu'on est dans une relation de confiance. Il s'agissait de moments de discussion, notre rôle d'animateur était de relancer la question; ils la reprenaient dans leur conversation".

Comment ça a été accueilli ?

Un jeune apprenti réalisateur : Positivement, lorsque c'est accueilli comme une forme de courage d'avoir pu parler de quelque chose de la vie de tout humain. Négativement dès le moment où le sexe est perçu comme un tabou.

Je suis surprise que vous ayez été si loin. Quelle était l'intention ? A qui est destiné le film ?

Le producteur de l'émission : C'est une émission télé menée par un collectif de jeunes. Ils décident de s'emparer d'un outil culturel pour se raconter et raconter le monde. Au départ, c'est donc bien une émission. Certaines émissions peuvent être utilisées comme outils d'animation. C'est en principe accessible au plus grand nombre.

Jusqu'où impliquer des jeunes dans ce processus ? Jusqu'où sommes-nous animateurs ? ou manipulateurs ? Comment se sent-on lorsqu'on s'est livré ?

Un jeune apprenti réalisateur : Bien. C'est une hypocrisie de ne pas parler de sexe. C'est un tabou. Il faut faire tomber ces tabous aux conséquences très négatives. Personnellement, ça m'a permis d'avancer. Provoquer, choquer pour casser les limites.

Au moment du tournage, on ne se rend pas compte de ce qu'on dit. Lorsqu'on se voit à l'écran, on se dit que ça a été fort. On a voulu assumer hors du contexte familial, devant les inconnus.

Le coordonnateur de l'émission : Parler du désir sexuel plutôt que du danger sexuel. L'émission est un point de départ. Il n'y a pas de recette mais une volonté est d'être et de rester impertinent.

Un jeune apprenti réalisateur : L'objectif de l'émission c'est aussi dire, parler, communiquer sur le plaisir du sexe.

Annemarie Trekker : Nous pouvons aller très loin mais en conscience de ce qu'on fait. Il s'agit de prendre le temps d'y réfléchir, de le construire, de prendre de la distance, un temps de réflexion qui permet des retours. Prendre des mesures de précaution, de prudence ne veut pas dire renoncement. La mise en forme, la distance esthétique est protectrice par rapport aux personnes et aux spectateurs. On peut faire passer des choses fortes de manière belle. La question est de pouvoir assumer. Finalement jusqu'où prendra-t-on des risques ? C'est une responsabilité énorme et cela nécessite cette prise de conscience des conséquences potentielles surtout auprès des proches.

La coordonnatrice de l'émission : La prise de distance se fait après, au moment de la production. C'est un temps serré. Les jeunes étaient présents au montage, sur leur temps de loisirs. Ils étaient présents mais cela nécessite en plus une très grande vigilance. A la finalisation se joue toute la question de l'anonymat, ne pas être reconnu. Une fois que c'est bouclé, c'est bouclé. Après, on peut analyser le sens, le film. La mise à distance se fait aussi par la fierté d'un travail esthétiquement réussi, réaliste et réalisé. Pas de regret, juste un effet de surprise.

Il nécessaire de construire une relation de confiance, de sécurité pour aborder ces questions intimes, comment avez-vous fait ?

La coordonnatrice de l'émission : Nous les avons rencontrés à différents moments d'un trajet, d'un parcours scolaire. L'important c'est d'être connu et reconnu, ça permet de faciliter la relation, de franchir le pas.

Une jeune apprentie réalisatrice : Il s'agit d'avoir une approche personnalisée, une approche de la personne dans une éducation à la vie affective. Il s'agit de vous intéresser personnellement. Pas de jugement. Parler en tant qu'humain.

Une participante : Témoigner, parler d'intimité, obtenir un aveu doit se faire en toute simplicité. Être au plus simple, au plus naturel, c'est être sur la corde raide en permanence. Il y a un risque à prendre avec précaution.

Intimité et simplicité, je retiens ces mots. Je me demande cependant quand on le fait en classe jusqu'où doit-on leur permettre de parler ? de se dévoiler ? de partager un secret ? Jusqu'où va-t-on ?

Une participante : Se dévoiler devant les pairs dans un certain contexte et puis, on est à l'école où on se retrouve ensuite avec les camarades de classe me semble très difficile. Parler de son intimité en groupe se fait dans un cadre protégé à l'extérieur de l'école.

Annemarie Trekker : L'intime est défini par le social, il est socialisé. Par ailleurs, il est culturel, fait de tabous : le toucher, l'argent, ... Une société est composée de classes sociales et de cultures différentes. Il faut s'entendre sur les limites de l'intimité par rapport au milieu d'où on vient, dans lequel on entre. Il s'agit de vérifier les différences. Être lucide dans ce que nous sommes comme intervenants.

Il existe l'intime le plus intime vers l'intime le plus partageable. Il y a l'intimité choisie, une intimité qui se partage dans un cadre où les interlocuteurs se sont choisis et non où ils sont en captivité comme on peut l'être à l'école. Ce partage d'intimité nécessite des protections selon les cadres.

Un participant : Ce documentaire est une belle leçon sur l'intimité. Derrière le témoignage, l'intimité est préservée. On est dans une culture du récit voire une dictature du récit. Tout doit être dit pour pouvoir avoir une aide. Il y a obligation de se dévoiler. On devrait plus souvent se poser la question de savoir comme professionnel, qu'avons-nous besoin de savoir pour intervenir ?

Comment peut-on développer l'esprit critique ? Comment peut-on travailler dans une perspective de citoyenneté ?

L'animateur de l'atelier : Revenons au travail d'atelier audiovisuel. Il s'agit de processus longs, de construire des points de vue, de donner du sens, de travailler de façon décalée par les formes choisies, de favoriser une expression culturelle propre. C'est un dispositif où les jeunes sont en dialogue avec des professionnels.

Une participante : En planning, il s'agit d'être partenaire avec le public pour créer des processus via un média, témoigner pour être entendu.

Un participant : Nous touchons à la posture de l'animateur socio-culturel. L'animateur socio-culturel prend position et il met sur le tapis les choses telles que lui et les participants en ont la connaissance. Être animateur, c'est découvrir ensemble, en partageant des savoirs, avec une part importante de confiance.

Une participante : Se dire et pouvoir se réapproprier cette parole c'est le groupe qui a permis que ça se dise. Ce qui a été dit, ce qui a été avoué doit pouvoir se poursuivre ailleurs avec ou non un biais artistique dans un groupe choisi.

Annemarie Trekker : Il est important de distinguer l'enveloppe groupale de l'illusion groupale. L'illusion groupale risque de pousser la personne à aller au-delà d'elle-même au risque d'une grande désillusion, du désenchantement. Par ailleurs, je soulignerai le risque de l'instrumentalisation du récit et du risque de sa mise en conformité aux attentes du social ou de la personne.

Une participante : Parler d'amour, de sensualité, de désir, de relation, de confiance, ça se fait aussi en planning. Finalement c'est comment parle-t-on de l'amour en planning avec la créativité en plus.

La parole finale ira à l'animateur de l'atelier qui souligne que la prudence a été de mise tout au long des échanges mais ce qu'il retient du livre de Annemarie Trekker⁴ c'est qu'il faut oser et prendre ses responsabilités, la liberté d'expression étant une des conquêtes de nos démocraties. L'art est une piste, une alternative nous dira Michel Steyaert, directeur du Centre Vidéo de Bruxelles. Oui, la création artistique est un des chemins d'accès au politique pensions-nous secrètement en retrançrant ces échanges.

**A l'animation : Christian VAN CUTSEM
A l'écriture : Claire FREDERIC**

1. Emission Coup2pouce : www.coup2pouce.be et <http://sexeamourevideo.blogspot.be>
2. Annemarie Trekker : auteure, sociologue-clinicienne, animatrice de tables d'écriture en histoire de vie, Editrice de Traces de vie
3. Livret pédagogique et film " Sexe, Amour et vidéo " <http://sexeamourevideo.blogspot.be/2011/04/article-1-présentation-du-projet-sexe.html>
4. Ecritures de l'intime - Sous la direction d'Annemarie Trekker et Réjane Peigny. Editions Traces de vie. 2011

Parcours du formateur

21

Comment devient-on formateur ? Pourquoi s'engager sur ce chemin ? Quels sont les enjeux personnels et collectifs qui les animent ? Chaque trimestre, nous vous livrons l'interview, brut de décoffrage, de formatrices et de formateurs qui bâtissent aujourd'hui l'action socioculturelle de demain.

Rencontre avec **Martine COLLIN**

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Oui, c'est politique et ce mot ne me fait pas peur !

Entretien avec Martine COLLIN

En vous rencontrant, nous aimerions faire connaissance avec la chanteuse et la formatrice. Pouvez-vous nous résumer votre parcours professionnel ?

MC : Après des études de philo, j'ai toujours travaillé comme enseignante. D'abord dans l'enseignement secondaire ordinaire. Et puis au Snark, une association pour jeunes adolescents étiquetés " caractériels " créée par des post-soixante-huitards et qui fonctionnait en gestion collective, égalité de pouvoir et de travail, salaire mis dans un pot commun et payé en fonction du temps de travail réalisé, ... J'y suis restée une douzaine d'années. Tout ce que je sais de l'enseignement ou de la formation, c'est là que je l'ai appris, la pédagogie institutionnelle, la thérapie institutionnelle inspirée de Oury, travailler avec des jeunes qui ont des parcours chaotiques, ... Si tu réussis à les accrocher à une scolarité, travailler avec les autres publics ce n'est pas trop difficile.

Et puis, j'ai travaillé à l'Université Saint-Louis pendant quatorze ans comme assistante chargée de cours, ça s'est terminé parce que je n'ai pas fini ma thèse. En parallèle, j'ai travaillé et je travaille toujours dans une école de promotion sociale, l'ICPS¹ à Mirwart qui forme des éducateurs spécialisés et ... puis toujours en parallèle, j'ai découvert très tôt le monde de l'Education permanente ; à partir de 1976, à l'ISCO² où j'ai donné cours jusqu'en 1990. Ensuite, je suis devenue chargée de cours au BAGIC³ depuis le début de l'aventure du CFCC⁴, dans les années 1990.

Et la chanson ?

MC : En 1975, au Snark, j'ai rencontré Michel Gilbert et Jacqueline Rozenfeld, le noyau dur du GAM. Ce groupe a été très actif jusque fin des années 80.

Qu'est-ce que le GAM ?⁵

MC : Le groupe d'action musicale. On était au cœur des luttes sociales. Nous occupions les usines. Nous étions dans les manifestations. Nous soutenions les piquets de grève. Nous avions deux types de production ; les chansons ad-hoc (rires), chantées et écrites avec les ouvriers, les grévistes parfois sur

des airs connus surtout sur les questions qui les préoccupaient comme le fric, les conditions de travail, ...

A côté de ça, Michel Gilbert écrivait des chansons plus... programmatiques (rires). On a sorti deux disques, un 33 tours en 1977 et l'autre en 1981 " Chansons de lutte et d'amour ".

Lors de la préparation du dossier articulation consacré à la chanson⁶ avec Aline Dhavré, nous essayions de caractériser ce genre musical. Parlez-vous de chanson engagée ? Politique ? Sociale ?

MC : J'hésite, car lorsque je pense à Christiane Stefansky ou Aline Dhavré, qui, je crois, se définissent d'abord comme chanteuses, nous étions plutôt des militants-chanteurs. Ce qui nous réunissait d'abord c'étaient les combats sociaux et politiques, la chanson était un moyen. Encore que... c'était aussi pour le plaisir de faire de la musique et de chanter.

Finalement, oui, c'est de la chanson politique et ce mot ne me fait pas peur. Nous n'avons jamais appartenu collectivement à une organisation politique instituée.

Je dis politique parce qu'il s'agit de poser des questions sur le type de société qui serait souhaitable. Et dans les luttes sociales ou syndicales que nous accompagnions, nous nous intéressions aux enjeux globaux. En ce sens, c'est politique.

Quelle est la force de la chanson ?

MC : C'est un formidable vecteur d'énergie ! Les concerts sont des moments de ressourcement collectif à la fois mobilisateurs et réconfortants. Au-delà d'un contenu austère voire même parfois ch... (rires), l'idée d'être ensemble donne une force ; c'est irremplaçable. La chanson est un tract émotif ; c'est moins sec, plus charnel qu'un discours ; ça touche à l'affect.

Cependant, lors d'un colloque, vous nous disiez que raconter sa vie ne suffit pas à changer le monde, il faut que...

MC : Oui, je me souviens à quoi vous faites allusion. Je reviendrai ici sur la notion d'identité narrative chère à Paul Ricoeur, un philosophe français. Raconter c'est le socle. C'est

important pour savoir qui on est. C'est finalement une base méthodologique indispensable mais ça ne suffit pas car l'histoire ou la narration laissée à elle-même peut devenir une source d'enfermement. Je suis mon histoire et cette histoire ne possède pas en elle-même les ressources critiques nécessaires à une vie sensée ou pour mener un combat. Au côté d'une identité narrative, il est nécessaire de disposer de moments pour soumettre ce récit à l'épreuve critique ; je fais ici référence à la notion d'identité argumentative et par-delà à l'identité reconstructrice, un apport essentiel de Jean-Marc Ferry, un autre philosophe français. Il entend par là que sur base de l'histoire, des arguments et contre-arguments, il reste les torts, les blessures, les injustices qu'il s'agit de reconnaître et d'intégrer. Je tiens à cela dans mon boulot de chargée de cours... je ne suis pas folle du mot "formatrice" ... (silence). (sourire).

Je vais faire un détour par les sciences sociales telles qu'elles sont pratiquées ET enseignées. A certains moments, on se serait contenté d'une hyper-critique, de ce moment de déconstruction des illusions. A mon humble avis, c'est insuffisant voire même démobilisant, cela tient peut-être à des changements de contexte et à une critique interne de ce modèle. Ce qui m'a frappée chez les étudiants à l'Unif ou en promotion sociale c'est qu'ils sont nés dans une "société liquide". Alors que nous, les soixante-huitards, nous nous heurtions à des choses trop rigides, hiérarchiques, ils seraient plutôt dans un monde trop flou, trop coulant, sans prise. Ils sont dans une société qui file entre les doigts. Dès lors, au côté de ce travail de déconstruction des représentations, des apparences, des illusions, il nous revient de prendre soin des gens, de prendre soin des uns et des autres. Il s'agit presque d'un travail de réparation ou de construction d'un noyau suffisant de confiance en soi et dans les autres à faire en fonction des âges pour que la critique soit possible. Sinon, nous risquons d'avoir à faire à des êtres invertébrés, sans consistance, sans assise.

Vous abordez là des prémisses de certaines démarches d'Education permanente ; si nous revenons à la chanson, en quoi, à quels moments et sous quelles conditions pourrait-elle venir en soutien à ces démarches ?

MC : Pour des gens qui sont nés en périodes de crise à qui on ne cesse de dire que c'est la crise, si nous n'essayons pas de voir les ressources, de balbutier des perspectives, nous allons créer des nihilistes ou des gens qui se vendront à n'importe quel prix, à n'importe quelle croyance... A vrai dire....

Martine Collin nous emmène alors dans son expérience de l'enseignement et de la formation abandonnant momentanément la réflexion sur la chanson et l'Education permanente mais nous y reviendrons en fin de rencontre.

En quoi une formation en Education permanente se distingue-t-elle d'une formation en promotion sociale ?

MC : Dans mon expérience, je ne fais pas de distinction ; mes paris professionnels sont les mêmes. Cependant, le contexte institutionnel, politique et organisationnel est différent, c'est là que ça se joue. En promotion sociale, les étudiants viennent chercher un diplôme. Comme prof, nous devons mettre des points. Ils risquent de rater ; ça modifie les rapports pédagogiques. Former des cadres culturels ou des éducateurs, ce sont des métiers que j'imagine peut-être de manière utopique, s'adressant à l'entièreté de l'humain où on peut questionner ce que veut dire éduquer ? Accompagner ? Eduquer est d'ailleurs un mot ambigu, surtout en Education permanente. Education est un mot ambigu et permanente est un mot détestable. L'éducation doit prendre fin. Je rejoins ici Hannah Arendt en disant

que l'éducation est réservée aux petits et est donc asymétrique, non égalitaire. Le jour où nous sommes censés être égaux, à 18 ans, au terme de l'obligation scolaire, si nous poursuivons l'Education, nous risquons l'infantilisation.

Par ailleurs, aussi symptomatique, le terme de "formation" est un mot à la mode, qu'on utilise de préférence au pluriel et qui renvoie à du "technique", qui spécialise, qui parcellise. Finalement, je préfère le terme "éducation", il renvoie à quelque chose de plus ambitieux, de plus politique ; il s'agit de continuer à se co-éduquer pour devenir des humains.

Vous intervenez depuis de nombreuses années au Basic qui est bien une formation. En quoi dès lors est-elle pertinente et utile ? A quels type d'enjeux répondrait-elle ?

MC : Je suis incapable de répondre à cette question mais c'est d'après moi un des rares endroits où on n'a pas démissionné face à l'instituant. Instituer de l'humain, c'est ambitieux. Il me semble que le Basic reste dans une démarche où on vise un projet politique global. Réfléchir à ce qu'est la citoyenneté aujourd'hui, aux enjeux de société, ce n'est pas abstrait. On en a tout autant besoin que de méthodes et de techniques.

Cette formation donne du temps. C'est très important. On y encourage la co-éducation entre pairs pour que les gens tiennent le coup mais pas seulement, le groupe est instituteur. C'est quelque chose auquel je tiens depuis le Snark.

C'est important d'être ambitieux et de se dire que précisément les cadres culturels demandent une autre initiation que le "management".

Tout à l'heure, vous avez mis de côté le terme "formatrice" ...

MC : Je comprends qu'on ait choisi ce terme en réaction au vocabulaire académique et scolaire. Ces expériences ont bien souvent laissé peu de bons souvenirs dans nos métiers. Mais ma conviction est qu'un chemin d'émancipation, de reprise en main de son destin passe par la confrontation à des contenus forts voire patrimoniaux comme je peux le faire avec les stagiaires en allant à la rencontre de vieux textes. Si tout passe par le groupe, par la co-éducation, ce n'est pas suffisant.



Il s'agit de se confronter à l'autre et notamment à ces autres qui peuvent nous aider à voir plus clair. Et à tort ou à raison, j'ai peur que ce terme de " formateur " occulte cet enjeu. Il y a eu pendant très longtemps une croyance qu'une démarche induc-tive suffisait. Il s'agit plutôt d'avoir une vision dialectique. Il y a des savoirs populaires ignorés par les savoirs dominants ou académiques et il s'agit bien d'aller les explorer mais il n'y a pas de raisons de ne pas se confronter aux savoirs académiques.

Et si nous revenions pour clôturer à la question de " l'usage " de la chanson...

MC : ... (rires). C'est vrai que je résiste à cette question... Je dirai qu'il faut chanter avec ceux qui aiment chanter... L'important... C'est de rencontrer la dimension esthétique. Développer la dimension expressive et esthétique est indispensable et même dans une démarche d'Education permanente. Il ne s'agit pas seulement de critiquer, il s'agit aujourd'hui de se contruire, de se reconstruire. En ça la dimension esthétique est indispensable. Faire bouger les représentations, d'accord, mais il s'agit aussi de permettre aux affects de se reconstruire. Par ailleurs, le chant, la voix, la respiration sont des sources d'énergie. Le concert, la chorale, le choeur sont des terrains d'exercice de la rencontre du singulier et du collectif. On y marie la reconnaissance des singularités et la puissance du collectif, c'est ce qui nous a bien plu avec le GAM. Mais c'est aussi pouvoir s'ouvrir à des héritages du passé et du présent, de ces

chansons qui nous relient aux autres et qui pourraient aussi être retravaillées. Ce n'est pas seulement une dimension d'expressivité mais aussi de reliance.

Ce sera la mot de la fin ?

MC : Ce sera le mot de la fin (rires).

**Propos recueillis par
Nathalie VANDENBERK et Claire FREDERIC
Loupoigne, le 21 juin 2012**

1. L'Institut des Cadres et de Promotion Sociale, situé à Mirwart, est une organisation conjointe de l'Ecole Industrielle et Commerciale de la Ville d'Arlon et de la Province de Luxembourg
2. Institut Supérieur de Culture Ouvrière
3. Brevet d'aptitude à la gestion des institutions culturelles - voir programme dans notre agenda des formations
4. Centre de formation des cadres culturels du CESEP
5. Si vous voulez tout savoir sur le GAM : son actu, ses paroles et musiques, les archives, consultez leur blog le groupegam
6. Articulations n°48 " Dis-moi qui tu chantes..." par Aline Dhavré - Secouez-vous les idées n° 89 - Mars - avril - mai

Ailleurs

Par Daniel ADAM - Compagnie Maritime
<http://www.laciemaritime.be/>

Tête de liste

Une nouvelle intervention théâtrale de la Compagnie Maritime initiée par Présence et Action Culturelles. Disponible dès septembre. **Tête de liste** est suivi d'une rencontre animée par un(e) animateur(trice) de PAC. Un outil pour parler des élections avec vos publics !

Tête de liste

De père en fils on est Bourgmestre dans la famille Polet. On ne se gêne pas pour le clamer haut et fort. Paul Polet, arrière-arrière petit-fils d'Emile Polet, est l'actuel bourgmestre depuis 3 mandats de cette commune. Bourgmestre emblématique de la région et figure locale, Paul Polet se représente pour la 4 ème fois au poste de Mayor et jure à qui veut bien l'entendre que ce sera son dernier mandat avant de céder sa place à son fils, ou à son petit-fils.

La vie politique de Paul Polet est un long chemin pas toujours tranquille. Les questions sociétales comme la crise, l'emploi, la mobilité, les seniors ou encore la propriété sont les thèmes qu'il retrouve au cours de sa campagne électorale.

Paul Polet aime à rappeler qu'il est un homme normal qui agit sur le terrain. La soirée de débat est donc à ses yeux l'occasion d'un véritable échange entre les citoyens et la commune. Il vient chercher des voix, mais aussi de l'affection... Décidément la vie politique n'est pas toujours aussi tranquille qu'on veut bien le laisser croire... ou voir.

Tête de liste ne demande pas d'infrastructure particulière et se joue dans n'importe quelle salle, même dans les théâtres.

Ecriture : Patrick Lerch

Avec Daniel Adam et Claude Lemay

Coordination : Nadège Albaret - nadege.albaret@pac-g.be

Technique : prévoir une prise de 16A

Recevoir notre périodique

Renouvez au plus vite votre abonnement.
Il est valable un an.

Pour connaître sa validité, vérifiez le numéro qui se trouve sur l'étiquette " Abonnement valable jusqu'au n° ..." Savez-vous ce qu'il vous reste à faire ?

Il vous suffit de verser 4 € pour les particuliers et 10 € pour les organisations au compte du CESEP n° 877-5094801-83
(avec le n° de l'étiquette ou vos nom et prénom)

Vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP.
La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer.

Vous pouvez être tenu informé par notre News Letter des dates de nos formations. Par ailleurs, le périodique est librement téléchargeable sur notre site : www.cesep.be

Nous contacter

Centre Socialiste d'Education Permanente ASBL

rue de Charleroi, 47 à 1400 Nivelles
tél. : 067/219 468 - 067/890 866
Fax : 067/210 097

Courriel : infos@cesep.be

www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Coordination : Claire FREDERIC

Comité de rédaction : Claire FREDERIC, Jean-Luc MANISE, Morfula TENESETZIS

Comité d'écriture : Claire FREDERIC, Dominique GODET, Jean-Luc MANISE, Cécile PAUL, Nathalie VANDENBERK, Eric VERMEERSCH

Extérieur : Daniel ADAM

Conception graphique et mise en page : Anouk GRANDJEAN

Impression : Imp. Delferrière NIVELLES - Tiré à 14.850 ex.

Editeur responsable : Serge NOEL rue de Charleroi, 47 - 1400 NIVELLES

Ont collaboré à ce numéro : Bénédicte VANDENHAUTE, Nicole BALLAS, Ivan TADIC, Marie-Ange GOUGE

Extérieur : Fidéline DUJEU

Illustrations : Eric VERMEERSCH

